T2137-533-8,00 F

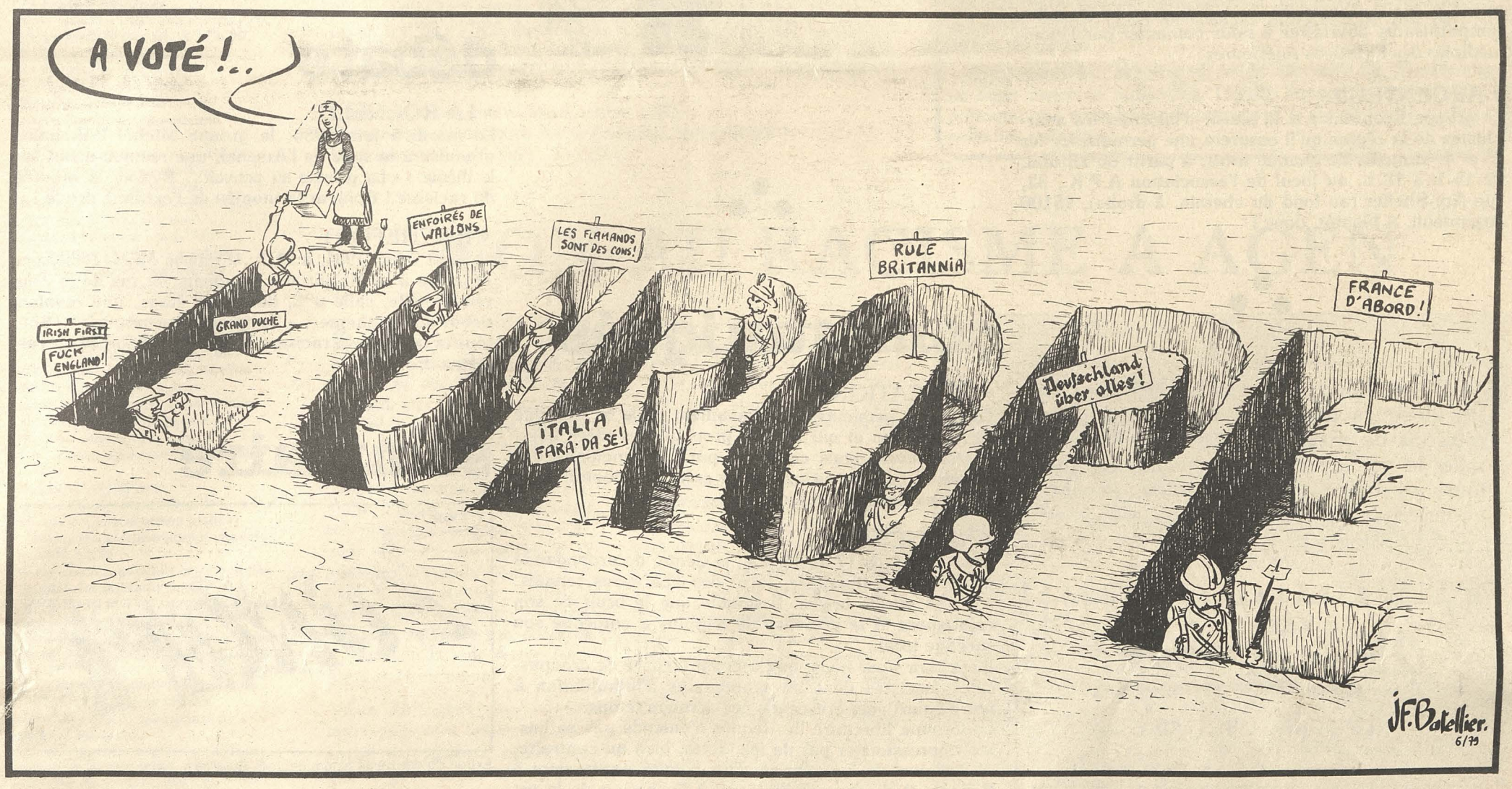
ISSN 0026-9433

C.I.R.A.

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°533 JEUDI 31 MAI 1984 8,00 F

FACE A L'EUROPE MERCANTILE, BÂTISSONS LA LIBRE FÉDÉRATION DES PEUPLES



AUTOGESTION

De la gestion directe au fédéralisme libertaire.
PAGE 6 ET 7

LAÏCITÉ

C'est désormais évident, la gauche brade l'école laïque !
PAGE 5

MÉTALLURGIE/CFDT

Un congrès animé par la colère et le départ des Lorrains.
PAGE 12

communiqués

• BORDEAUX

Le groupe Buenaventura-Durruti s'est constitué. Toutes les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures ou passer à la permanence du groupe qui se tient tous les jeudis, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• BOULOGNE-SUR-MER

Toutes les personnes intéressées par la diffusion des idées libertaires dans le Boulonnais peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• PERPIGNAN

L'achat d'un local pour le groupe de Perpignan est une chose indispensable. Indispensable, afin que le mouvement anarchiste en province (dans les Pyrénées-Orientales pour ce qui nous concerne) se dote d'outils adéquats au combat qu'il entend mener. Indispensable, pour que les libertaires nombreux dans nos parages puissent ensemble travailler au développement de nos idées et à l'actualisation de nos propositions. Indispensable enfin, pour que tous ceux qui attendent de l'anarchisme militant des solutions aux problèmes de l'heure, puissent nous rencontrer, nous rejoindre dans le combat commun.

Pour cela, il nous faut des moyens financiers qui aujourd'hui nous font défaut. C'est pour cela que nous faisons appel à votre solidarité fédéraliste. Vos souscriptions nous sont nécessaires, indispensables, voire urgentes ! Sans elles, sans votre aide fraternelle, nous ne pourrons mener à bien notre projet. La province a besoin de vous toutes et tous !

Les souscriptions sont à adresser à l'ordre du C.E.S., au C.C.P. 3 096 L Montpellier, avec la mention : Solidarité local. Nous enverrons un bon de soutien du montant de la participation à chaque personne qui répondra à notre appel.

• GARD

Afin de renforcer l'action des camarades présents sur Nimes, Beaucaire, Saint-Gilles et Alès, et de dynamiser le groupe libertaire du Gard, nous invitons les sympathisants libertaires à nous contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine a le plaisir d'informer les anarchistes de la région qu'il assurera une permanence les 2e et 4e samedis de chaque mois, à partir du 26 mai, de 15 h à 18 h, au local de l'association A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil. A bientôt, donc !

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯

Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions

• *L'Agitateur* n°12/13, journal des groupes d'Aubenas et Tournon, est paru. Prix : 5 F le numéro, et abonnement à 4 numéros : 20 F. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou par abonnement, en s'adressant au C.E.S., B.P. n°1, 07530 Antraigues (chèques à l'ordre du C.E.S., C.C.P. 241 177 X Lyon.

• Les éditions du Monde libertaire viennent de publier leur septième livre dans la collection Bibliothèque anarchiste : *Espagne libertaire 36-39* de Gaston Leval. Un des meilleurs livres sur l'œuvre constructive de la révolution espagnole.
En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 60 F.

• Le groupe Varlin a réédité un maillot (décoration ci-contre). Plusieurs couleurs sont disponibles (noir, jaune, rouge). Prix : 70 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

• ÉDUCATION

Toutes les personnes qui travaillent dans le domaine de l'éducation et qui veulent propager les idées libertaires peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures, en vue de créer une coordination des travailleurs de l'éducation.

• RENNES

Dans la nuit du 17 au 18 mai, le Centre de propagande et de culture libertaire, local des libertaires rennais, a vu sa vitrine brisée. Il semble que le bruit de son éclatement et la présence de témoins a empêché son saccage total.

Il est clair pour nous, que ceci est l'œuvre de groupuscules fascistes dont les manœuvres d'intimidation à notre égard vont crescendo ces derniers temps.

Le Groupe libertaire de Rennes n'entends pas se laisser impressionner par de tels actes, bien au contraire. A l'origine de la création d'un comité antifasciste à Rennes, il compte notamment, à l'occasion de la venue de Le Pen, le 13 juin, développer sur la ville une vigoureuse campagne antiraciste et antifasciste.

• EVREUX

Nous annonçons aux lecteurs du *Monde libertaire* d'Evreux et sa région, que le groupe Manuel-Devaldés vient d'acquérir une boite postale. Les personnes désirant rencontrer des militants de la Fédération anarchiste pourront donc écrire au Cercle d'études sociales, B.P. 256, 27002 Evreux cédex.

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison O.R.T.F.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banque, Liaison O.R.T.F.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes — **Picardie** : Pont-Sainte-Maxence — **Est** : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — **Ile-de-France** : Mantes-le-Jolie, Corbeil-Essonnes — **Ouest** : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême — **Centre** : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — **Sud, Sud-Ouest** : Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte Affrique, Sète, Cannes-la-Bocca, Lot, La-Seyne-sur-Mer — **Rhône-Alpes** : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — **Corse** : Ajaccio.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier** : Moulin — **Alpes-Maritimes** : Nice — **Ardèche** : Aubenas — **Bouches-du-Rhône** : Marseille, Bouc-Bel-Air — **Calvados** : Caen — **Charentes-Maritimes** : Marennes, Rochefort — **Côtes-d'Or** : Dijon — **Doubs** : Besançon — **Eure** : Evreux — **Finistère** : Brest, Quimper — **Gard** : Groupe du Gard — **Haute-Garonne** : Toulouse — **Haute-Saône** : Gray — **Gironde** : Bordeaux — **Hérault** : Béziers — **Ile-et-Vilaine** : Rennes — **Indre-et-Loire** : Tours — **Jura** : Dôle — **Loire** : Saint-Etienne — **Loire-Atlantique** : Nantes — **Lot-et-Garonne** : Agen — **Maine-et-Loire** : Angers — **Manche** : Cherbourg — **Marne** : Reims — **Morbihan** : Lorient — **Moselle** : Metz — **Nord** : Lille — **Oise** : Creil — **Orne** : Flers, La-Ferté-Macé — **Rhône** : Lyon — **Sarthe** : Le Mans — **Seine-Maritime** : Le Havre, Rouen — **Somme** : Amiens — **Var** : Groupe Région toulonnaise — **Haute-Vienne** : Limoges — **Yonne** : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1e, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e — **Banlieue sud** : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — **Banlieue est** : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — **Banlieue ouest** : Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — **Banlieue nord** : Villeneuves-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

débats

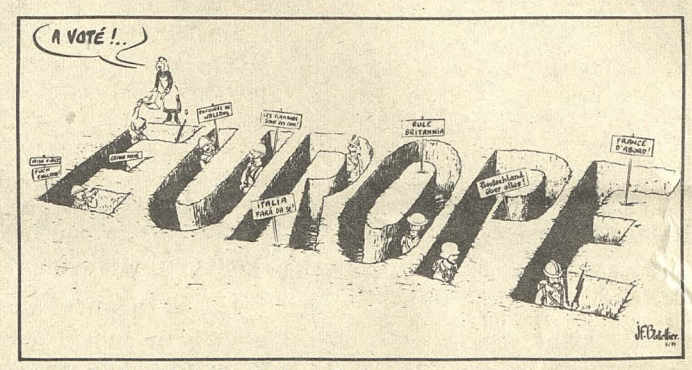
• LA ROCHELLE

Le mardi 5 juin 1984, le groupe Michel Bakounine organise à la salle de l'Arsenal, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! ».

• ROCHEFORT

Le jeudi 7 juin 1984, à 21 h, le groupe Michel-Bakounine organise à la Maison des syndicats, 2, rue de la Touche-Treville, salle n°2, deuxième étage, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! ».

sommaire



Extrait du deuxième album de J.-F. Batellier.

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Amis lecteurs, Non au racisme à Agen — PAGE 4 : Un P.D.G. au-dessus de tout soupçon, Rigueur dans la santé — PAGE 5 : Allons z'enfants, Laïcité — PAGE 6 ET 7 : Fédéralisme, socialisme, antidémagogisme — PAGE 8 : Le néostalinisme olympique, Le conflit des 35 h, Les mineurs anglais — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Protection civile à l'étranger — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Spectacle, La Colo libertaire — PAGE 12 : La paille dans l'acier, Du recentrage au centralisme.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20e
Dépot légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

• La Ligue des droits de l'homme nous communique sa vive inquiétude après les nouvelles mesures de répression dont sont victimes André Sakharov et sa femme : l'assignation à résidence et l'isolement imposés au couple, déjà moralement intolérables, risquent désormais de mettre leur vie en danger.

• Le groupe de Metz de la F.A. participera à la fête anti-beauf organisée par l'Association de soutien aux objecteurs de conscience, le 9 juin, de 14 h à 2h (du matin), au casino municipal de Thionville. Au programme : films vidéo (*Ecoutez May Picqueray*, *La Marche*, *Ecoutez Bizeau*) ; tables de presse ; exposition des dessins de J.-F. Batellier. En soirée, spectacle avec : Caussimon, Portier-de-Nuit-Blues ; Lucien et les missiles... Venez nombreux.

• Le 29 mars 1979, Wei Jingsheng, rédacteur de la revue *Enquêtes* et auteur du célèbre article : *La cinquième modernisation : la démocratie*, était arrêté à Pékin. Après avoir été condamné à 15 ans de prison sous l'accusation de propagande contre-révolutionnaire, il a été placé en isolement dans une cellule de condamné à mort. Pour sa libération et pour celles des animateurs du Mouvement des démocrates emprisonnés, contactez la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, Paris 14e, qui fait circuler une pétition de soutien. De plus, au théâtre de l'Epée-de-Bois à la Cartoucherie de Vincennes, sera reconstitué son procès, avec le concours de l'A.I.D.A., le 4 juin 1984, à 20 h 30 (prix des billets de soutien : 30 F). Métro : Chateau-de-Vincennes, autobus : 112, arrêt Cartoucherie.

• La Fédération des libres-penseurs de Seine-Saint-Denis vous convie à une conférence-débat le vendredi 15 juin 84, à 20 h 30, à l'Espace Marcel-Chauzy, Hôtel de ville de Bondy, sur les thèmes suivants : Anticléricalisme, laïcité, antimilitarisme et pacifisme.

• Toujours en Seine-Saint-Denis, une réunion-débat aura lieu le mardi 5 juin, à 20 h 30, à la bourse du travail de Bobigny (1, place de la Libération). Cette réunion aura pour but de rassembler les potentialités antimilitaristes voulant lutter contre les accords Hernu-Savary.

• La Ligue des droits de l'homme nous communique son inquiétude de voir les Etats-Unis continuer d'alimenter en armes les rebelles nicaraguyens nostalgiques du régime de Somoza, perpétuant de ce fait un état de guerre dont les populations subissent les conséquences que l'on connaît.

• A partir du 24 mai et jusqu'au 1er septembre, le C.A.P.J. (Comité d'action prison justice) n'assure plus une permanence régulière au 205.12.45. Vous pouvez, pendant cette période, joindre des militants du C.A.P.J. soit à Pouillon (Lot) au (65) 37.38.16. soit à Limoges au (55) 01.89.11. Pour le courrier, adressez-le toujours au 19, allée Anne-de-Beaulieu, Paris 19e.

• Le syndicat Hotellerie-Tourisme de la C.F.D.T. nous signale deux grève de la faim poursuivie par ses militants : M. N'Diaye fait la grève de la faim depuis le 17 mai 1984, à la suite du refus de la régularisation de son statut d'étudiant en salarié. Il est de plus en instance de licenciement de la part du F.I.A.P.A.D. (19, rue Salvador-Allende, Nanterre). Les salariés du restaurant l'Etoile de Tunie (41, rue de la Harpe, Paris 5e) sont en grève de la faim depuis le 30 avril 1984, car leur employeur ne les a pas payé depuis... 7 mois. Pour tout renseignement ou soutien : Syndicat Hotellerie-Tourisme C.F.D.T., Bourse du travail, 85, rue Charlot, 75140 Paris cédex 03. Tél. 887.67.35.

AMIS LECTEURS

VOUS trouverez inséré dans ce numéro la première partie du nouveau catalogue de la librairie du Monde libertaire ; les trois autres feuillets suivront dans les prochains numéros. Sa publication n'entrainera pas d'augmentation de prix du journal. Il ne sera pas inutile que même celui qui se considère comme un simple lecteur le fasse circuler dans son entourage.

Notre développement ne dépend que de nous tous, il sera à l'image de la somme des efforts que nous aurons su déployer. La crédibilité des idées anarchistes est étroitement liée aux moyens que nous nous donnons pour les mettres en valeur.

Alors en un mot, pour l'été, commandez vos livres à la librairie du Monde libertaire ; c'est une des diverses façons d'aider le mouvement et de lui permettre de progresser.

Les administrateurs

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 250 F, BOLUDA J.-L. 100 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, RICHARD J.-Cl. 100 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe Région toulonnaise 50 F, Groupe de Beziers 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILVERT Guy 50 F, BOUEY Pierre 80 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PIVERT Gerard 25 F, Individuel Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Groupe de Bobigny 300 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISNON Christian 70 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Bakounine 100 F.

• Souscriptions :

DEVIGNON Joël 50 F, CAMI Patrick 50 F, DURIGNON Achille 50 F, VASSAL Gilbert 50 F, VITROC Louis 50 F, JOCO Gilles 50 F, JULE-François 100 F, CHAUDEMANCHE Gilles 50 F, GARDILLER Gil 200 F, MENGUY Bruno 200 F, ROBERTY Robert 50 F, ZWINGELSTEIN Eric 50 F; BES Pierrette 100 F, BAZIN Pascal 200 F, MILLOT Guy 700 F, CASTAGNO ANTONIN 200 F, PELAEZ Joseph 100 F, BOISSARD Montane 50 F, COMBES J.-F. 50 F, Publico 451 F.

Total des souscriptions (avril, mai) : 2 801 F.
Virements automatiques mensuels (avril, mai) : 8 498 F.
Total général (avril, mai) : 11 299 F.

Editorial

APRÈS avoir basardé son empire colonial à la sauvette et s'être engagée plus que jamais dans cette union douanière et économique qu'est demeurée l'Europe des dix, la France a su trouver, grâce à son agriculture, de quoi se refaire, au cours des années soixante, une santé économique.

Une incontestable prospérité a succédé à la reconstruction douloureuse d'un pays ravagé par la guerre et rongé par le virus de la décolonisation. Tous les « responsables » avaient pu croire un instant que ce boum économique ne ferait, au cours des ans, que se renforcer, et tous les travailleurs de France de retrousser leurs manches pour la grandeur de la nation éternelle ! Le grand rêve désormais a capoté, et cette communauté européenne avec ses dix millions de chômeurs, ses disparités économiques consternantes, engendre pour beaucoup de gens que scepticisme et désillusion. Il est vrai que l'Europe mercantile a montré combien dans ses objectifs et ses réalisations les préoccupations essentielles de l'homme étaient absentes.

Quelle aubaine pour un politicien un peu mégalo, chef d'Etat de surcroît, se prenant un jour sur deux pour le roi, que de vouloir redonner à cet ensemble européen un second souffle. Servi par une étiquette de socialiste bon teint, Mitterand a su avec habilité, tant pour des raisons de politique intérieure que de politique internationale, faire entendre à nouveau la voix de la France telle qu'en ses plus beaux jours !

Et l'on a pu le voir au parlement européen en train de pérorer et de parler d'union politique, de jeter ainsi les bases très floues d'un nouveau dessein européen. Tout cela au nom de l'ordre et de la civilisation bien sûr !

Mais quels que soient les plans échafaudés par les politiciens de tout poil pour redonner vigueur à une Europe qui périclite, qu'il nous soit permis de rappeler que, face à ces constructions artificielles, seule l'organisation des forces économiques supplantant toute forme gouvernementale, seule la libre fédération des hommes et des peuples sauront ramener à la raison tous ces gens qui nous gouvernent et nous commandent, faisant ainsi de l'espace européen un lieu de justice et de liberté.

Alors monsieur Mitterrand, votre discours de Strasbourg ne nous concerne nullement. L'ordre économique, social et politique que nous bâtirons marquera la fin de votre espèce : celle des parasites.

NON AU RACISME A AGEN

MALGRÉ une pluie battante, entre 500 et 1 000 personnes s'étaient rassemblées place Jasmin à Agen, le vendredi 18 mai, à l'appel du M.R.A.P. Cette marche avait été organisée en réponse à la tenue d'un meeting du Front national, dans la soirée, au stadium d'Agen ; une halte avait été prévue à la gare S.N.C.F. pour déposer une gerbe à la mémoire d'Habib Ghimzi, victime d'une sauvage agression dans le train Bordeaux-Vintimille. On avait retrouvé son corps en bordure de la voie ferrée entre Agen et Montauban.

Les difficultés que connaît notre pays sont issues de la logique du système capitaliste, que le gouvernement P.S.-P.C. gère avec zèle, tout comme le faisaient avant lui ses prédécesseurs de droite. Les effets de cette « crise » de l'économie bourgeoise entrainent par là-même une réaction de replis sur soi, de nationalisme et de xénophobie, laissant les démagogues du Front national élargir une brèche ouverte parmi des gens qui, depuis le 10 mai 81, sont devenus apathiques et désorientés.

Ainsi dans la faune politicienne des deux bords, le Front national de Jean-Marie Le Pen a une place particulière, car il est tout simplement l'image rajeunie, mais toujours réél du fascisme.

Le groupe libertaire d'Agen, considérant (entre autres) comme très dangereuse l'éventualité d'un départ des immigrés, déjà les plus lourdement frappés parmi les couches populaires par la « crise », avait appelé à participer à cette marche. Notre thème : « Ni fascisme brun ni fascisme rouge ! ». Dans un communiqué de presse, nous expliquions qu'au lieu de s'en prendre aux immigrés parce que le patronat français avait eu, à une certaine époque, besoin d'une main d'œuvre docile et bon marché, il vaudrait mieux trouver de véritables solutions à nos problèmes, c'est-à-dire s'en prendre à l'ordre social, fondé sur la domination et le profit. Pour nous, hier comme aujourd'hui, Français et immigrés constituent une seule et même classe ouvrière.

Gr. d'Agen

Le fascisme, une voie interdite.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

HONNEUR DE LA JUSTICE

LA désobéissance civile, c'est ne plus se contenter des discours et passer aux actes. On veut faire plus que parler d'antimilitarisme : on s'insoumet au service national. On veut faire plus que de vomir l'Etat : on cesse de payer ses impôts. On veut faire plus : désobéissance civile. Il est pourtant un domaine où la désobéissance consiste justement à parler, et si l'on s'en réfère à ce que cela coûte dans le Code pénal, qui est un bon thermomètre de la subversion, il est très subversif, en matière judiciaire, de prononcer certains vocables.

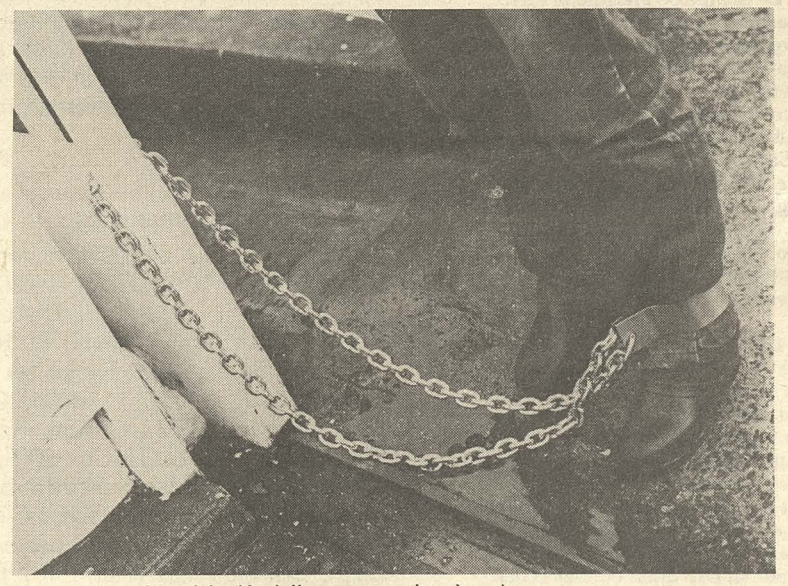
Nos magistrats ont l'honneur très sensible pour ne pas dire très fragile (ce qui serait un outrage !). C'est un lieu commun de dire que le rituel judiciaire et la cérémonie religieuse sont plus que des proches cousins. Tout deux ont en commun de maintenir leur oppression par l'ignorance et pour faire subsister celle-ci, tout deux ont recours à un langage obscur, porteur de magie et de peur parce qu'incompréhensible par les profanes. Comme en matière religieuse, on peut combattre la justice par le sacrilège, en pervertissant son langage, en utilisant des mots interdits, refoulés.

Les magistrats ne s'y trompent pas, et défendent le respect qu'ils estiment que nous leur devons par tout un arsenal répressif : articles 222 à 225 du Code pénal. Il y est question de peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison pour qui ne sait pas tenir sa langue et qui porte atteinte à leur honneur avec des mots, de simples mots. Régulièrement, les tribunaux condamnent des inculpés qui n'ont pas su se taire (car c'est bien de cela qu'il s'agit).

Il suffit de lire cet extrait du journal *Le Populaire de Limoges*, du 4 février, pour comprendre que « jouer » avec les mots, même en démocratie, ça peut coûter très cher. « Le 30 décembre 1983, nombre de magistrats de la Cour d'appel de Limoges recevaient d'un jeune homme, détenu pour vol à main armée, des lettres injurieuses et même ordurières. Curieuse démarche, d'autant que les magistrats auxquels fut adressé ce courrier étaient étrangers à l'affaire. Invité à s'expliquer par le président Marcier, le prévenu, outre qu'il reconnaît et maintient ce qu'il a écrit, en rajoute : " je pense que toute la Justice est pourrie " dit-il, avant d'ajouter, dans sa vision manichéenne, aux policiers, avocats et même à l'assistance : " vous êtes tous des guignols ". Le tribunal a condamné cet homme, qui en toute logique n'a pas voulu d'avocat, à huit mois de prison ferme. »

Je dis que ce prévenu avait bien raison. Oser envoyer un homme en prison 8 mois parce qu'il n'a fait qu'user de la liberté d'expression à son maximum d'intensité est un véritable scandale. Je ne trouve même pas les mots pour exprimer ma colère. A défaut d'y parvenir, j'exprime mon entière solidarité avec les propos de cet accusé.

Frédéric Joyeux



« Il est un domaine où la désobéissance consiste à parler. »

RIGUEUR DANS LA SANTÉ

LA préparation des budgets commence de plus en plus tôt : avant même que les budgets des établissements sanitaires et sociaux ne soient arrêtés définitivement pour 1984, un télex du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale donne les consignes pour la préparation des budgets 1985 aux Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.).

Le télex de Bérégovoy, en date du 28 mars 84, révèle une fois de plus la politique de rigueur actuelle : l'objectif essentiel vise l'augmentation de l'effort de réduction des dépenses de santé.

La rigueur en général

Les instructions demandent aux directeurs de D.D.A.S.S. d'étudier et préparer les rééquilibrages et redéploiements ; ces consignes parviennent très tôt par rapport aux années précédentes (octobre en général), pour permettre d'arrêter l'élaboration des budgets au 31 décembre 84, avant donc le début de l'exercice 85. Pour l'année 84, les prix de journée et budgets ne seront connus que vers juillet en région parisienne et dans certaines régions : il est facilement imaginable de comprendre les répercussions de cette aberration au niveau des établissements en matière d'ouvertures de postes et d'investissements. Donc envisager la préparation des budgets plus tôt semblerait une bonne chose en soi, si ça ne cachait les prévisions d'étranglement de ce secteur.

En effet, outre la généralisation du budget global pour l'année prochaine, les moyens existants doivent être stabilisés en volume au niveau départemental, c'est-à-dire qu'aucune création de poste nouveau ne sera autorisée aussi bien dans le secteur sanitaire que dans le secteur social et médico-social. Il faudra moduler à l'intérieur de l'enveloppe départementale en tenant compte des situations locales, afin d'opérer un redéploiement des effectifs. Et voilà la loi des vases communicants qui va permettre l'envoi des salariés à l'autre bout du département si vacance existe ! Pour accroître le redéploiement, il est demandé d'évaluer les départs naturels non remplacés, de prévoir les fermetures de postes dans les établissements dont l'activité est en diminution.

La rigueur des salaires

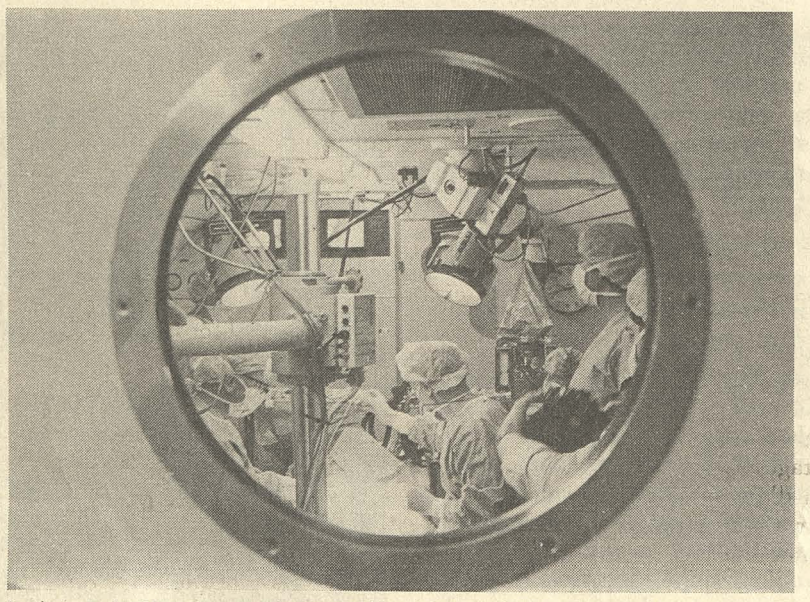
Quant au taux directeur, il ne saurait dépasser +5,5% pour 1985, marge de manœuvre comprise, c'est-à-dire que l'augmentation des masses salariales et des autres dépenses ne franchira pas le seuil des 5%, les 0,5% étant prévus pour les actions prioritaires d'urgence déterminées au niveau départemental, ou pour éponger les dépassements imprévisibles de budget (1).

Il faut savoir que les augmentations de salaires dues à l'ancienneté ou suites aux qualifications reconnues avoisinent ou dépassent dans certains établissements les 5%. Les salaires vont-ils stationner en 1985 ? S'ils sont réévalués de quelque pourcentage, ça veut dire tout simplement qu'il faudra diminuer l'effectif ou embaucher des travailleurs sous-qualifiés en remplacement de postes budgétisés pour des salariés qualifiés : une infirmière est souvent remplacée par une aide-soignante (A.S.H.), cette tendance ne pourrait qu'être accentuée.

On comprend mieux alors qu'il faille s'y prendre de si bonne heure pour organiser de telles réductions pour l'année suivante !

Rigueur toujours !

Dans le secteur sanitaire, « le programme prioritaire du IXe plan, moderniser et mieux gérer la santé, a pour orientation la concentration de l'hôpital sur ses fonctions techniques et le redéploiement de formules alternatives à l'hospitalisation » (2). L'objectif à atteindre est de réduire de 5% la capacité en moyenne, par la suppression de 16 000 lits de soins aigus et de 12 000 lits de psychiatrie au cours de ce plan. Cette réduction de capacité vise à une restructuration du secteur sanitaire, à un regroupement de services, à un redéploiement du personnel à effectifs constants. Les prévisions budgétaires préconisées pour 85 entrent parfaitement dans le cadre du IXe plan. En revanche, il semble improbable que se développent des services de santé proposant une alternative aux formules actuelles, dans un contexte de si sévères restrictions.



A.F.P.

La rigueur n'est pas pour tout le monde (1ere intervention chirurgicale dans un avion).

Dans le secteur social et médico-social, aucune autorisation de création d'établissement ou de service ne sera accordée dès lors qu'elle requiera de nouveaux moyens. En revanche, s'il n'y a aucune incidence financière, toute faculté de redéploiement sera donnée et encouragée.

Les établissements devront donner leurs prévisions dès la fin mai, les D.D.A.S.S. dès la fin juin, alors que la circulaire interministérielle relative au contenu de ce télex ne parviendra aux régions et départements qu'en été.

Bérégovoy apporte encore une précision en annonçant l'organisation de coordinations au plan régional ; en effet, jusqu'à présent les D.D.A.S.S. ne se sont jamais concertées sur l'application des campagnes budgétaires.

On recherche les crédits !

Le lendemain, un arrêté pris par le ministre des Finances (au 29 mars 84) annule une série de crédits qui avaient été votés au budget de l'Etat pour 1984, crédits destinés à l'investissement. Ainsi cette décision dégage 11 milliards qui serviront à financer les mesures liées aux restructurations industrielles.

Les secteurs sanitaire et social sont concernés puisqu'ainsi 451 millions sont abandonnés sur un budget d'investissement 1984 de 3,26 milliards, soit une diminution de 14%. Il y avait déjà eu 741 millions retranchés sur un budget d'investissement de 1,5 milliard en 1983, soit 49% de diminution.

Les crédits d'équipements recouvrent notamment la construction d'équipements collectifs tels que crèches, foyers... où l'humanisation des maisons de retraites. L'abandon de crédits de paiement touche des travaux engagés ou même terminés. Le désengagement de l'Etat se traduit par une charge financière supplémentaire pour les collectivités ou les hôpitaux. Le choix alors pour elles est soit une ponction sur d'autres budgets (le personnel, par exemple) soit la recherche de ressources supplémentaires (augmentation des impôts ou emprunts). Quant aux abandons d'autorisation de programme, les exemples sont nombreux d'arrêts de rénovation ou de construction (nous avons cité dans des M.L. précédents les problèmes du centre maternel du Jardin des plantes ou du pavillon Ritti bis de l'hôpital Esquirol de Saint-Maurice). Il ne faudrait pas oublier les répercussions de ces abandons de crédits, notamment en ce qui concerne l'industrie du bâtiment avec les conséquences négatives sur l'emploi.

En conclusion

Il paraît impossible de concilier les objectifs de rigueur du IXe plan, réaffirmés dans le télex de Bérégovoy, et le maintien de la qualité des soins, ainsi que les projets d'extension d'activités alternatives telles que le maintien au domicile des personnes âgées ou des enfants handicapés.

Ne devrait-on pas poser le problème du renforcement d'activité des structures privées d'hospitalisation puisque les économies réalisées ne touchent pas directement le secteur à but lucratif ? Ainsi la réduction des dépenses de santé fait apparaître d'une part « le problème de la " liberté " laissée aux cliniques privées » (2) et d'autre part la non-prise en compte des besoins de la population en matière sanitaire et sociale pour concevoir une réelle politique de santé.

H 2

(1) En 1984, ce taux directeur était à + 6,68% et en 1982 à +13%.
(2) Télex du 28 mars 1984 de Bérégovoy.
(3) *Le Monde* du 2 mai 1984.

LAÏCITÉ : LE COUP DE FORCE

LE masque est tombé, une fois de plus ; c'est maintenant officiel, pour faire adopter le projet Savary, le gouvernement appliquera l'article 49 alinéa 3 de la constitution. Bref, le projet sera adopté sans que les députés aient à le voter.

Se met ainsi en action l'une des procédures les plus abusives de la constitution imposée par De Gaulle en 1958 ; comme le disait Mitterrand lui-même, avant qu'il ne soit président, c'est « le coup d'Etat permanent » ! Le fait que socialistes et communistes utilisent sans vergogne cet article, brise les dernières illusions de ceux qui croyaient encore en la volonté de ces Messieurs de changer la société.

Ceci étant, ce coup de force n'est pas pour nous surprendre. A l'Elysée, il avait bien été précisé que le projet Savary avait reçu l'approbation personnelle du chef de l'Etat. Mais il serait faux, je crois, de penser que le choix de cette procédure lèsera nos députés-godillots qui auraient, de toute façon, voté le projet de loi : solidarité gouvernementale oblige ! Il est même certain que Pierre Mauroy retire ainsi une belle épine du pied de nos parlementaires qui n'auront donc pas à se prononcer. Aussi espèrent-ils ne pas se couper davantage de leur base et électorat largement laïque, qui pourrait bien renâcler pour de bon... Chacun appréciera tout le courage de la démarche !

Quant aux amendements proposés par les parlementaires de la majorité et qui auraient été inclus au projet initial après des négociations secrètes avec Pierre Mauroy, ils ne doivent surtout pas faire illusion. D'ailleurs, le bureau exécutif du Parti socialiste avait nettement précisé, depuis longtemps déjà, qu'il placerait ses amendements dans la « logique du texte ».

Ils devraient donc se limiter à donner aux communes la possibilité de refuser leur financement à un établissement privé si 50% de son personnel n'est pas titularisé au bout de 9 ans (!). Mais, dans un tel cas, l'Etat suppléerait, assurance en a été donnée à l'enseignement catholique. Bref, il s'agit d'un véritable gag !

Sans parler de tous les dangers considérables que comporte ce projet de titularisation à l'intérieur de la fonction publique d'un personnel à « mission d'église » (puisque, rappelons-le, l'enseignement privé se voit d'autre part reconnu tout à fait officiellement son « caractère propre ») ! C'est la porte ouverte aux cléricaux de tout poil pour qu'ils retrouvent la place qui leur avait échappé il y a un siècle. Mitterrand et les siens auront donc trahi la laïcité jusqu'au bout !

Mais tout cela était prévisible. Ce qui l'est moins, et là est l'enjeu essentiel de ces prochains jours, c'est la réaction des laïques. Le mouvement laïque saura-t-il enfin couper le cordon ombilical qui le lie à une gauche qui, elle, n'a pourtant plus rien de laïque ? Le mouvement laïque saura-t-il réapprendre à ne compter que sur lui-même, sur sa mobilisation et ses luttes ? Plutôt que de s'offrir à des politiciens prêts à toutes les compromissions ? Oui, je le répète, là est désormais l'enjeu essentiel ; puisse le mouvement libertaire peser de tout son poids pour cette prise de conscience.

La tâche est immense car elle implique, en particulier, un retour à l'indépendance syndicale ; celle de la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.) principalement. trop inféodée au Parti socialiste et, au Parti communiste (à un degré moindre). Mais les remises en cause vont être nombreuses. Les directions syndicales vont avoir à rendre des comptes auprès d'une base déçue et frustrée — une base désormais consciente que la politique de conciliation, d'inaction et de soumission au gouvernement, a conduit à un véritable désastre.

Aux révolutionnaires de profiter d'une éventuelle tempête..., sinon laïcité pourrait bien ne jamais plus rimer avec liberté !

20 mai 1984
J.-M. Bavard
Liaison de Noyon

A.F.P.

MM. Bouchareissas (C.N.A.L.) et Pommateau (F.E.N.).

ALLONS Z'ENFANTS...

LA militarisation de la société est une nécessité pour tout Etat afin d'assurer sa pérennité et par là-même celle du capitalisme. L'avènement de la gauche au pouvoir ne pouvait démentir cet axiome. Force est de constater le zèle et la détermination avec lesquels furent poursuivie et enrichie cette mise au pas nationale.

Allons z'enfants...

L'offensive développée autour du protocole d'accord entre le ministère de la Défense et celui de l'Education essaima en de multiples conventions reliant la Recherche, la Culture, l'Industrie et la Défense nationale (1).

Celles-ci, loin de rester lettre morte, furent mises en pratiques très rapidement. La nouveauté fut que, loin de se limiter à la simple intervention du centre de propagande des armées, de nombreux organismes collaborèrent à ces initiatives.

Par exemple, sur proposition du ministère des Anciens Combattants, sont créées en janvier 83 des « commissions d'information historique sur la paix », regroupant l'ensemble des associations d'anciens combattants, les sociétés patriotiques, les ministères de l'Education nationale, de la Défense, du Temps libre. Précisons, en outre, que cette commission *ad hoc* interviendra sur le contenu des manuels.

Crever pour la Patrie...

Dans cette optique, il est important de relever le travail fourni par le secrétariat d'Etat auprès du ministère de la Défense. Visitant l'Ecole militaire de Strasbourg, en janvier 84, Jean Gatel déclarait : « Il faut sensibiliser les jeunes au service national dès l'école », ainsi que, s'adressant aux réservistes : « il ne faut pas que l'on décroche de l'esprit de défense une fois rendu son uniforme... ». Il poursuivait l'œuvre de son prédécesseur, M. Autin, un des artisans du développement de la notion de défense parmi la population (2).

Le général Bigeard résume cette entreprise : « Il convient d'inculquer aux jeunes la notion de Patrie qui mérite qu'on crève pour elle. Mais chante-t-on encore *La Marseillaise* à l'école ? » (3).

Surtout que les avantages pour l'Etat ne manquent pas. En outre, il serait possible d'annoncer que le choix de la bombe à neutrons est fait, mais « nous ne le disons pas ouvertement afin de ne pas provoquer des remous gênants dans une opinion qui n'est pas prête » (4).

Esprit es-tu là ?

Le déjà nommé Jean Gatel semble coordonner une plus vaste offensive, dont quelques jalons sont fraîchement posés, mais ce ne sont là que des hors-d'œuvres.

Dans un article du *Monde* (5), il dévoile en partie ses batteries : il faut réveiller l'esprit de défense ! Après des préliminaires où il salue bas la dissuasion par laquelle nous n'aurions rien à craindre ; il pense qu'il convient malgré tout que chacun doit être préparé à la guerre (6). Il relève au passage un affaiblissement des « valeurs collectives » (!) et la montée d'« égoïsmes frileux ». Il convie donc chacun et chacune à rejoindre les rangs, ainsi qu'à les serrer pour ceux qui y seraient déjà. Comment ? Il a des idées !

L'armée à l'école

Il faut rétablir l'instruction civique et une histoire revue et corrigée par la Grande Muette. La symbiose Armée-Education doit être le fer de lance de la préparation à l'armée par l'école. Pourquoi pas des « petits projets éducatifs » (sic !). Le sabre et le goupillon se retrouvent, comme par hasard. Mais il faut innover, avec des stages de plusieurs jours, avec l'alibi pédagogique, afin d'obtenir l'adhésion des enseignants et étudiants pour « permettre bien en amont des obligations du service national, une première sensibilisation ».

Un service à la carte

Considérant le contenu comme plus important que la durée, il faut dynamiser les centres de sélection, pour motiver les jeunes au rôle que l'armée attend d'eux : la soumission.

En plus du film en couleur et de la visite au bar, lors des « trois jours », les kakis expliqueront « les raisons profondes et le rôle de ce service éminemment civique ».

Une réduction de ce service est prévue en contrepartie de périodes obligatoires de réserve, échelonnées jusqu'à l'âge de 35 ans. Et là, nous arrivons à la dernière proposition.

L'armée populaire

Le service effectué, tout sera fait pour « maintenir un lien entre l'armée active et l'armée des réserves », grâce à des périodes de cinq jours par an. Projet optimal pour parfaire une osmose civils-militaires, en fait une notion de citoyen-soldat déjà en gestation dans les écrits de Jean Jaurès. A l'image du service militaire suisse « où l'armée se meut dans la population comme un poisson dans l'eau » (7).

De plus, le ministère de la Défense pourra se permettre le luxe de verser dans les services de la protection civile « les effectifs dont l'armée n'aurait pas besoin ». Est-ce une autre mouture du prochain statut d'objecteur de conscience (8) ?

Civisme, nous voilà !

Ces propos de J. Gatel recouvrent une accentuation de la militarisation de la société. Déjà le Conseil national des réserves, qui réunit des représentants des Etats-majors et des associations de réservistes, a présenté un projet de généralisation et de gestion des réservistes conforme aux vœux du secrétaire d'Etat.

Par une participation de chacun comme pion sur l'échiquier de l'Etat, le gouvernement développe une symbiose citoyen-militaire difficilement atteinte dans les précédentes républiques.

Jean-Denis
Liaison Bas-Rhin

(1) Cf *L'Ecole mène-t-elle à l'armée ?*, M.L. n°522.

(2) M. Autin a participé le 25 juin 83 au congrès national de l'Union des officiers de réserve réuni à Strasbourg où il fut abordé : « la responsabilité que les officiers de réserve pourraient à l'avenir exercer dans des domaines non militaires », *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 26 juin 1983.

(3) Intervention du général M. Bigeard lors de la discussion du projet de loi de programmation militaire 84-88, le 16 mai 1983.

(4) Propos tenus par un proche conseiller du ministre de la Défense, *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 22 avril 1983.

(5) *Le Monde* du 11 mai 1984.

(6) N'est-ce pas là une reconnaissance de la vulnérabilité de la dissuasion ?

(7) Déclaration du chef du Département militaire fédéral suisse lors de la votation à propos du service civil, le 26 février 1984.

(8) Un premier pas vient d'être fait par la signature d'un contrat entre la Fondation pour les études de Défense nationale, au nom du ministre de la Défense nationale, et trois têtes pensantes du Mouvement pour une alternative non-violente (M.A.N.). Ceci afin d'étudier l'utilisation de la non-violence « soit comme un complément de la défense militaire, soit comme une solution de recours dans l'hypothèse où la défense militaire serait jugée non opérationnelle ».

FÉDÉRALISME, SOCIALISME, ANTIDÉMAGOGISME

LE concept d'autogestion en lui-même est assez confus. En général, en dehors du mouvement libertaire, le terme est interprété simplement dans le sens de gestion séparée des usines par des collectifs de travailleurs. Cette conception fait de l'économie sociale un morcellement d'unités de production autonomes les unes par rapport aux autres, et éventuellement en concurrence les unes par rapport aux autres.

Les auteurs qui insistent sur le terme d'autogestion s'arrêtent bien souvent à l'idée que les rapports de travail, de hiérarchie, etc., à l'intérieur des entreprises, ne sont pas neutres et qu'ils sont révélateurs de la nature du système politique global. Ils s'efforcent également de démontrer par le plus possible d'exemples que les travailleurs, collectivement, sont capables de gérer les entreprises.

Sur le premier point ils ont entièrement raison. Sur le deuxième, l'histoire a suffisamment montré que les travailleurs étaient capables d'organiser la production dans une entreprise, mais il me paraît plus important d'insister sur leur capacité à organiser la société.

Limité à la gestion des entreprises, l'autogestion n'a rien de socialiste si on entend par là suppression de la propriété privée, du salariat et de l'économie de marché.

Autogestion morcelée

L'autogestion limitée à la gestion de l'entreprise par les travailleurs implique que ces derniers y organisent leur travail de façon entièrement autonome mais aussi qu'ils y déterminent de façon autonome, au niveau de leur unité de production, l'affectation du surproduit, l'affectation des revenus, des investissements, etc.

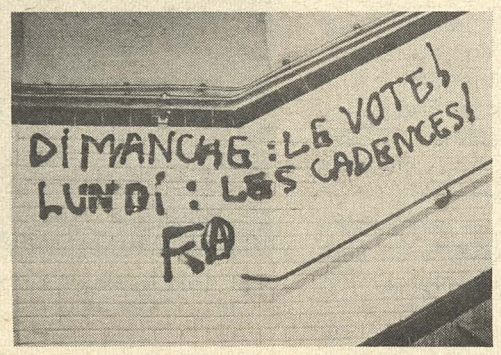
Mais si une telle situation peut donner aux travailleurs l'illusion de détenir un pouvoir de décision, elle ne transforme pas les rapports de production capitalistes. Nous aurons simplement un capitalisme où les entreprises auront un mode de gestion un peu particulier, mais où tous les mécanismes seront maintenus, en particulier l'économie de marché et le salariat.

Car l'économie de marché signifie que les investissements seront affectés dans les secteurs à rentabilité élevée et rapide, au détriment des secteurs socialement utiles mais non rentables. Les gadgets contre les crêches.

Si chaque entreprise, après les prélèvements fiscaux, salariaux et sociaux habituels, conserve la disposition du surproduit, on se retrouve dans la même situation que l'entrepreneur individuel qui tentera de mettre en œuvre toutes les méthodes éprouvées pour accroître les profits et éliminer la concurrence.

La concurrence entre les entreprises divisera le mouvement ouvrier car l'autogestion morcelée, qui n'est qu'un développement du système coopératif dans une économie de marché, place les travailleurs devant les choix habituels de toute gestion capitaliste : rationaliser, accélérer les cadences pour faire face à la concurrence, licencier ; éventuellement, les travailleurs pourront s'accorder démocratiquement des sous-salaires. Cela revient à autogérer sa propre exploitation.

Déjà, à l'intérieur de la société capitaliste actuelle, existent des entreprises « autogérées » — les coopératives ouvrières de production. Quel que soit le caractère exemplaire de leur fonctionnement interne, elles se plient d'elles-mêmes aux lois du marché. C'est une nécessité. Pour survivre, elles sont obligées de se créer dans des secteurs où il est possible de réaliser des profits, car c'est une caractéristique du capitalisme que le critère qui détermine la création d'une entreprise et la possibilité de réaliser des profits. En conséquence, que ce soit les coopératives dans le capitalisme d'aujourd'hui, ou l'autogestion dans un pseudo-socialisme d'entreprises, le critère de détermination des investissements sera la rentabilité, et non l'utilité sociale.



Certes, aujourd'hui, il existe par exemple des crêches « sauvages », « parentales », « autonomes », qui ne survivent que par les contributions pécuniaires volontaires des parents et par le travail bénévole de ces derniers. Mais il est significatif que, pour le capitalisme, de telles initiatives sont économiquement parasitaires. En fait, ces parents paient deux fois leur crêche : ils la paient une fois par leur contribution volontaire, et ils la payent une autre fois par les impôts qu'ils versent à l'Etat et qui servent (théoriquement) à entretenir les crêches où ils n'envoient pas leurs enfants faute de place, bien souvent.

Dans un régime d'« autogestion morcelée » où la régulation de la production se fait par les lois du marché, le problème des investissements sociaux non productifs reste posé. Qui déterminera leur affectation et comment ? On en revient donc au problème de l'Etat, instance centrale indépendante où, par nature, la question de l'autogestion ne se pose pas.

Morcelée dans des entreprises autogérées mais occupées à se concurrencer entre elles, la classe ouvrière laisserait l'administration des secteurs non rentables mais socialement utiles à un pouvoir central qui gèrerait en son nom l'affectation du surproduit social.

Or précisément, le socialisme libertaire ne se distingue-t-il pas par ceci, qu'il préconise la gestion du surproduit social par la classe ouvrière dans ses organisations de classe, ce qui signifie, en termes plus simples, la destruction de l'Etat ?

Reprendre le pouvoir aux machines

Dans la stratégie du socialisme libertaire les formes de la gestion ouvrière à la base — l'entreprise — sont importantes, mais elles ne sont qu'un élément dans un projet global. Contrairement à Lénine, qui développait une admiration sans bornes pour les formes de production du capitalisme industriel développé (travail à la chaîne, taylorisme, etc.) et qui entendait faire adopter ces formes à l'économie soviétique, nous pensons qu'il faudra les détruire, car ces formes de production sont des éléments indissociables de la condition d'exploité.

« *Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des soviets doit poser au peuple dans toute son ampleur. Le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La république des soviets doit faire siennes, coûte que coûte, ces conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor...* » (1).

Lénine savait-il que dès le 5 décembre 1912, puis le 10 février 1913, une grève avait éclaté chez Renault contre les méthodes de rationalisation du travail, et particulièrement le chronométrage ? Et s'il l'avait su, les aurait-il traitées de contre-révolutionnaires ?

Il est d'ailleurs significatif qu'alors que Lénine fait l'apologie du système Taylor, A. Merrheim, en 1914, dans les numéros 108 et 109-110 de *La Vie ouvrière*, publie une étude extrêmement critique sur l'application de ce même système, où il conclut : « *Dans les écoles d'apprentissage patronales (...) on dressera des spécialistes sans initiative, sans volonté, sans conscience, sans dignité, suivant le chef d'allure comme le chien suit son maître, exigeant qu'il ne quitte pas un instant ses talons. Une seule puissance sera capable de réfréner les abus et la férocité de cette exploitation : l'organisation ouvrière puissante, capable à tout instant de se dresser devant les exigences capitalistes.* »

Merrheim ne fait pas une critique « réactionnaire », passéiste du système Taylor, comme la feraient les artisans qualifiés écrasés par des méthodes modernes de production (argument souvent employé par les léninistes pour « démontrer » que l'anarcho-syndicalisme était le passé alors que le bolchevisme serait l'avenir). Merrheim sait que le taylorisme est inévitable : « *Il faut* », dit-il, « *que les travailleurs se pénètrent bien de cette idée que nous sommes arrivés à un stade de l'évolution industrielle qui nécessite des méthodes nouvelles de production et de travail.* » Mais, il dit également que dans les méthodes de Taylor, le patronat « *a pris et prendra de plus en plus tout ce qu'elles ont d'odieux, de brutal et de sauvage* ».

Il me paraît difficile d'exprimer plus clairement le fossé existant entre le léninisme, théorie du capitalisme d'Etat dans les pays sous-développés dominés par l'impérialisme, et l'anarcho-syndicalisme qui exprime le mouvement naturel du prolétariat révolutionnaire des pays industriels.

Fédéralisme libertaire

Un tel objectif implique une stratégie qui dépasse largement le cadre de l'entreprise, de la localité. Mettre l'accent sur les seuls problèmes « locaux » de « l'autogestion » c'est en fait lui retirer sa dimension politique, et une telle attitude ne peut pas être neutre ou innocente.

Dans une société industrielle où les relations économiques sont complexes, une grande quantité de décisions ne peuvent se prendre au niveau d'une simple unité de production ou d'une seule ville. C'est précisément là que se situent les divergences politiques les plus grandes entre les anarchistes et ceux qui ont découvert l'autogestion en 1968.

Car au fond, je me fiche éperdument de connaître les détails de la façon dont sera gérée l'usine Machin-Chose après la révolution. Les gars de l'usine Machin-Chose se démerderont et je leur fais confiance. Je suis en revanche beaucoup plus intéressé de savoir si, dans l'hypothèse d'une crise révolutionnaire grave, les travailleurs seront en mesure de reprendre en main, rapidement et de façon coordonnée, l'ensemble de la production et des services après avoir exproprié les patrons et l'Etat, selon les modalités qui garantissent les intérêts de classe du prolétariat.

Et cela, en évitant le gâchis consécutif à l'absence totale de programme et d'organisation préalable des bolcheviks pendant la révolution russe, tel que l'a mis en évidence Raoul Boullard dans son article sur Lénine (*Le Monde libertaire* n°519).

Comment « autogérer » les chemins de fer ? La production de l'énergie ? Les services postaux ? Ce sont là des secteurs d'activité qui touchent non seulement des travailleurs localement, mais l'ensemble de l'économie d'un pays. Si on regarde les choses de près, on s'aperçoit que les travailleurs employés dans des services d'importance nationale sont au moins aussi nombreux que ceux employés dans les secteurs d'importance locale.

Il est donc inconcevable qu'il n'y ait pas une coordination globale de ces activités. Cette coordination, qui permet de lier l'auto-administration à l'échelle locale et à l'échelle globale, s'appelle le fédéralisme.

A la centralisation et à la bureaucratisation, on a tendance à opposer la décentralisation de l'économie. C'est à mon sens largement un faux problème. Bakounine disait que : « *La centralisation économique est une des conditions essentielles du développement des richesses et cette centralisation eût été impossible si l'on n'avait pas aboli l'autonomie des cantons.* »

Mais il disait aussi qu'il « *faut que la centralisation s'effectue de bas en haut, de la circonférence au centre, et que toutes les fonctions soient indépendantes et se gouvernent par elles-mêmes.* »

En somme il faut distinguer entre le processus de décision et le processus d'exécution : « *La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant, au profit des gouvernants, la vie propre et l'action spontanée des populations.* »

Le fédéralisme permet de dépasser l'alternative centralisation-décentralisation en donnant une solution rationnelle à la question de l'organisation générale de la société.

Le processus de décision relève plutôt du politique, et son élaboration doit procéder « de bas en haut, de la circonférence au centre », c'est-à-dire qu'elle soit décentralisée.

Le processus d'exécution n'est que la résultante du premier, il revêt un aspect fonctionnel et ne peut être que centralisé, ou, pour ceux qui n'aiment pas le mot, doit se coordonner dans un ensemble cohérent au niveau de la société globale. Le fonctionnement des chemins de fer au niveau d'un pays, ou d'un continent, ne peut s'effectuer sur la base de groupes autonomes ou affinitaires.

Néanmoins, dans le fédéralisme existent deux principes qui expriment toute la différence entre ce système d'organisation et le centralisme dit démocratique de Lénine. Si on imagine un organigramme du type centralisme « démocratique », toutes les liaisons sont verticales, dans lesquelles les informations ne peuvent circuler que du bas vers le haut (le sommet pouvant, éventuellement, en faire redescendre quelques-unes ensuite) et où les initiatives ne peuvent se prendre qu'avec l'approbation du niveau supérieur.

Avec le fédéralisme, les informations circulent du bas vers le haut certes, c'est la moindre des choses, mais elles circulent également horizontalement, c'est-à-dire que chaque structure de l'organisation peut communiquer avec toutes les autres structures sans passer par la « voie hiérarchique », ce qui est formellement interdit dans le centralisme démocratique. Ces liaisons horizontales, outre qu'elles accroissent l'efficacité de l'organisation, permettent de contrôler que le « sommet » ne retient pas l'information pour son seul usage.

Mais il existe encore un autre principe, tout aussi important, qui fait l'originalité du fédéralisme. C'est ce qu'exprime Bakounine en disant que « *toutes les fonctions sont indépendantes et se gouvernent elles-mêmes.* »

La décentralisation politique ne signifie pas création d'une myriade d'organismes indépendants les uns par rapport aux autres qui se feraient concurrence, qui se livrerait à des luttes d'intérêt. Rappelons l'exemple cité par Raoul Boullard dans *Le Monde libertaire* du 23 février 1984, où dans le Donetz, pendant la révolution russe, « *des usines métallurgiques et les mines se refusaient réciproquement la fourniture de fer et de charbon à crédit...* ».

Ce deuxième principe du fédéralisme est que si toutes les structures de l'organisation sont interdépendantes dans le cadre d'un projet global, l'organisme central ne se substitue pas à chacune des structures pour ce qui est des problèmes propres à celles-ci. Chaque élément de l'organisation est indépendant dans le cadre de ses fonctions et de ses attributions.

Conclusion

Au risque de choquer pas mal de camarades je dirais que dans la théorie du communisme libertaire le concept d'autogestion est inutile. Je dirais même que ceux qui insistent trop sur cette notion me paraissent un peu suspects : tant que l'énergie des travailleurs se cantonnera à la micro-économie, à la gestion de leur entreprise, ils ne penseront pas à s'immiscer dans les processus de décisions sur les grandes orientations de la société globale.

Je ne dis pas cependant que le problème de la gestion ouvrière de l'entreprise n'a pas d'importance : je dis qu'il faut lui rendre son importance relative. Il en est de même de la notion de décentralisation, présentée comme le remède contre la bureaucratie. La décentralisation n'est pas forcément le contraire de la centralisation, elle peut être l'autre face de la même médaille, sur laquelle le patronat et l'Etat mettent l'accent depuis quelques années, et qui peut être une méthode pour reconstituer une centralisation différente du pouvoir en décongestionnant le centre, en délégant ce qu'il ne réussit pas à contrôler.

« *Cette décentralisation n'a rien à voir avec la trame organisatrice fédéraliste, dans laquelle le concept de centre et de périphérie est dépassée, car chaque point est au centre des relations qui le concernent (...) Tandis que dans la décentralisation autoritaire le centre décide tout ce qu'il peut décider et délègue tout ce qui lui échappe ou risque de lui échapper, dans la décentralisation fédérative c'est l'unité associative qui décide par elle-même tout ce qui est de sa compétence et avec toutes les autres unités ce qui est de pertinence commune, suivant des accords et des organismes de coordination temporaires ou permanents.* » (2).

L'autogestion, dans le sens de gestion de leur propre existence par les intéressés eux-mêmes, est inhérente au fédéralisme libertaire. Ou encore : le fédéralisme libertaire, c'est l'autogestion généralisée.

Eric Vilain

(1) *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*, 1918.
(2) Amédéo Bertolo in *Interrogations sur l'autogestion*, Atelier de création libertaire, p. 14.

QUE NAISSE LE PEUPLE EUROPÉEN

EUROPE ! Le mot n'est-il pas trop grand pour désigner quelque chose d'aussi petit que le Marché commun ? Cette union douanière de dix pays d'Europe occidentale, qui seront bientôt douze, si tout se passe conformément aux prévisions, ce serait cela, l'Europe ? Le Traité de Rome fut signé le 25 mars 1957. Vingt-sept ans après, l'Europe n'est toujours qu'une association fragile de marchands mesquins aux conceptions politiques d'un autre âge, dont l'obsession, semble-t-il, est de prendre le plus possible à la communauté, tout en lui donnant le moins possible.

A.F.P.
MM. Tchernenko et Mauroy. « Ni rouge ni mort ! »

L'erreur de tous ces petits politiciens qui ont prétendu construire l'Europe sous cette forme et qui nous entretiennent périodiquement de leurs querelles fut et reste de n'avoir pas compris que l'Europe économique ne peut être qu'un mirage tant qu'on ne lui donne pas un cadre politique qui la maintienne fermement unie et l'empêche de s'effriter.

Aujourd'hui, chacun des états membres de la Communauté prétend rester intégralement souverain, totalement indépendant. Le plus souvent, les plus grands mènent leur politique étrangère sans se soucier le moins du monde de leurs « partenaires européens », surtout s'ils sont petits.

Pourtant une institution a été créée, représentation permanente des pays membres élue au suffrage universel, qui aurait pu devenir l'organe d'un véritable pouvoir confédéral et supranational : l'Assemblée européenne. Si l'on en juge par l'extrême discrétion que les agents de la grande information observent à propos de ses travaux, on peut être certain de son incapacité complète sous ce rapport.

Evidemment, à ne considérer que nos principes, nous n'avons pas, en tant qu'anarchistes, à déplorer que les démocrates se révéle incapables de tenter présentement quoi que ce soit pour réaliser l'unité européenne des Dix dans des formes compatibles avec leurs présupposées idéologies. Nous voudrions que l'unité se fît selon les principes libertaires, sous l'effet de la révolution anarchiste. L'Europe que nous voulons, ce n'est pas plus la confédération d'Etats menant une politique étrangère commune que l'Etat fédéral fondé sur le partage des pouvoirs entre la fédération et les Etats membres, c'est la Commune. C'est la Commune au sens que Kropotkine donnait à ce mot, celui d'un terme générique appliqué à un système social formé d'un enchevêtrement inextricable de fédérations de groupes autogérés, ou communes, de toutes sortes : territoriaux, professionnels, d'éducation ou culturels, de vie sociale et morale ou d'activités créatrices de plaisir, etc. Mais aucune révolution anarchiste ne pourra réussir dans une région quelconque de la planète tant que l'esprit libertaire n'y sera pas largement répandu. Or l'esprit libertaire, non seulement ne peut se répandre, mais encore régresse inévitablement là où l'habitude et le goût de la liberté se perdent de quelque façon, et à plus forte raison s'ils disparaisent complètement.

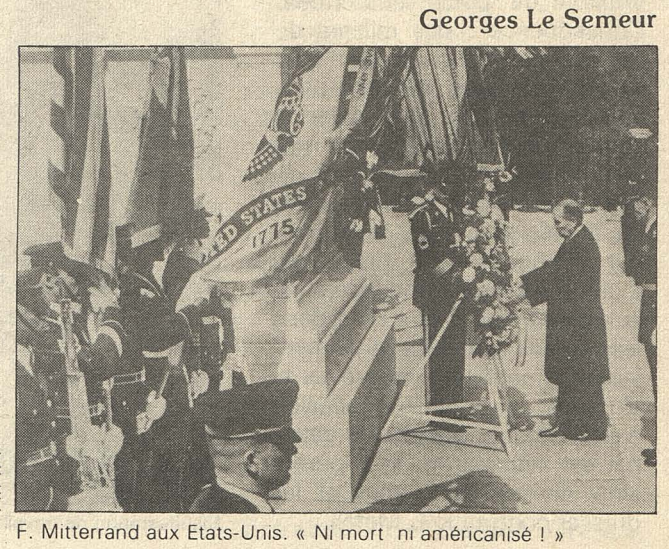
Dans le monde tel qu'il est encore aujourd'hui, le sentiment d'appartenir à un peuple jouissant du droit absolu de disposer de lui-même restera un élément inséparable de la liberté individuelle, tout comme la conscience aiguë d'une identité culturelle particulière, qui, elle, résulte du développement de la personne dans le sein d'une ethnie déterminée. Ces deux éléments forment avec le droit d'initiative dans la pensée et dans l'action un tout indissoluble sans lequel l'esprit libertaire ne saurait se manifester avec une réelle puissance.

La révolution libertaire ne pourra se produire qu'au sein d'un peuple réellement indépendant, jouissant de la plénitude de ses moyens de création culturelle et perpétuellement mécontent de l'insuffisance de la liberté sous le régime de la démocratie. Si les Européens se laissaient absorber par cette forme particulière de civilisation que les Américains appellent « american way of life » et que nous appelons le capitalisme américain, tout espoir d'une révolution libertaire européenne devrait être abandonné, car il faudrait attendre que l'esprit libertaire ait conquis le peuple au centre, là où se prendrait alors toutes les initiatives, aux Etats-Unis d'Amérique, pour que la révolution s'y produise, et, de là, s'étende à la périphérie européenne. S'ils se laissaient absorber par le communisme russe, il faudrait attendre bien plus longtemps encore, car le peuple qui, dans ce cas, occuperait le centre, le peuple russe, n'a aucune expérience de la liberté individuelle et l'assimile tantôt à la lutte des classes, tantôt au désordre.

Ce sont donc les Européens eux-mêmes qui, seuls, peuvent prendre l'initiative de la révolution libertaire européenne. Pour que cela se produise dans l'avenir, il faut qu'ils restent indépendants politiquement, qu'ils restent maîtres de leur vie culturelle, qu'ils s'efforcent sans cesse d'élargir leurs libertés. Or ces choses-là ne vont pas de soi. Divisée, l'Europe est sans force et tombera fatalement, tôt ou tard, sous la domination de l'une des quelques grandes puissances du XXIe siècle, tout comme autrefois la Grèce antique, qui eût pu être un grand pays libre, dut accepter l'hégémonie des rois de Macédoine, puis le protectorat de Rome et finalement devenir elle-même romaine. C'est seulement en réalisant son unité politique que l'Europe échappera à la servitude et à la mort.

Il importe donc que les vieux peuples dont elle se compose renoncent au plus tôt au bénéfice d'une souveraineté qui se révélera de plus en plus illusoire et qu'ils se fondent en un seul et unique peuple européen. L'unité européenne devant nécessairement se construire par un mouvement volontaire et rationnel de toutes les partis en cause, tous les groupes ethniques seraient mis sur un pied d'égalité, toutes les langues et toutes les cultures seraient pareillement respectées, toutes les régions jouiraient d'une pleine autonomie.

Georges Le Semeur



A.F.P.
F. Mitterrand aux Etats-Unis. « Ni mort ni américanisé ! »

LES MINEURS ANGLAIS ET L'AUSTÉRITÉ

SOUS le régime d'austérité de Margaret Thatcher comme sous tous les autres, les appels à l'union nationale et à ses multiples efforts ne manquent pas. Dans cette ambiance de paix sociale deux voix discordantes pour défendre les intérêts des travailleurs : les syndicats du Livre et celui des mineurs. Ces derniers mènent en Grande-Bretagne une grève (12e semaine) où les affrontements avec la police se multiplient.

Il y a également des tensions internes à l'organisation syndicale, l'Union nationale des mineurs britanniques, entre non-grévistes et grévistes. A Mansfield, cinquante-sept mineurs ont été inculpés pour troubles de l'ordre public, en vertu de la loi sur les émeutes. Dans le Nottinghamshire, vingt-quatre femmes de mineurs ont été arrêtées le 16 mai au cours d'un piquet de grève.

Arthur Scargill, président de la N.U.M. (National Union of Minerworkers) est venu dernièrement à Paris pour participer à une réunion de l'Union internationale des syndicats de mineurs et des travailleurs de l'énergie, représentant 49 pays. Il leur a demandé, et c'est la moindre des choses, de s'opposer à l'exportation de charbon vers son pays. « Notre mouvement », a-t-il dit, « vise à défendre le droit au travail après l'annonce de la suppression de 20 000 emplois cette année et la fermeture de 20 puits ». Si la lecture des journaux nous apprend que le gouvernement de Margaret Thatcher veut détruire les organisations syndicales, Arthur Scargill a apporté des précisions inquiétantes sur la répression qui s'est abattue sur les grévistes : « La tactique de la police nous rappelle la Gestapo. Ils viennent chez les travailleurs le soir, frappent à la porte et, s'ils trouvent des mineurs qui ne se sont pas rendus à leur poste, ils les menacent d'arrestation. Plus de 2 500 personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement, environ 5 000 ont été blessées et un mineur a été tué. La situation actuelle est la pire que l'on ait connue depuis les grandes actions de masse des années trente en Grande-Bretagne. »

La Fédération du livre, pour répondre aux attaques de la presse contre la grève des mineurs, a exigé le droit de réponse (cf affaire *Sunday Miror*) dans les journaux qui calomnient le mouvement. Toutes les fédérations de transport, cheminots, marins et routiers bloquent ou limitent l'acheminement du charbon et du pétrole dans le pays. Tableau presque idyllique de la lutte vue de ce côté-ci de la Manche ? Peut-être, quoiqu'il en soit, là-bas les travailleurs anglais se battent pour que sous couvert d'union nationale, on ne liquide pas le mouvement ouvrier. Le syndicalisme d'action directe relevant du droit pénal doit être le rêve secret de nombreux dirigeants d'Etats, en Grande-Bretagne comme ailleurs !

Alexis Pierre

R.F.A. : LE CONFLIT DES 35 H

DEPUIS plusieurs semaines les grèves dans Nord-Wurtemberg, pays de Bade et en Hesse, font la une des informations sur les chaînes de télévision allemandes. Partout dans les grands centres industriels, les gens sont dans la rue, le macaron rouge : « 35 Stunden Woche » épinglé sur leur bleu de travail. Les piquets de grève se multiplient ; les chanteurs populaires leur donne un air de fête.

Les métallos allemands sont bien décidé à tenir bon. En tout cas, une forte majorité d'entre eux, car il est certain que la détermination est plus ou moins nuancée selon les couches en présence. Les piquets de grève donne lieu à des altercations entre grévistes et non grévistes. Les reportages télévisés montrent des images houleuses d'une foule colorée devant des usines où les chaînes ne tournent plus. Opel, Daimler, Benz, Mercedes, I.B.M., Bosch, Honeywell sont touchés.

Mardi 22 mai, le patronat de la métallurgie a imposé le lookout de toutes les entreprises de 2 000 salariés et plus. Ces fermetures d'usines ont été décidées dans le secteur automobile à la suite de l'arrêt de livraison de pièce détachées. Conséquence : des milliers de salariés sont touchés. Car avec 57 000 grévistes, ce sont pour commencer 200 000 salariés concernés, partisans ou non des grèves. Et ces milliers de travailleurs vont faire les frais de la décision prise le 18 mai par l'Office fédéral du travail « de ne verser aucune indemnité aux personnels mis à pied dans les régions affectées seulement indirectement par les grèves ». Vu sous cet angle, la collusion entre le gouvernement et le patronat est aveuglante. Ils espèrent ainsi diviser les salariés et les dresser contre l'I.G. Metall.

Le syndicat, lui, bien sûr, soutient ses adhérents dans les régions officiellement en grève. L'allocation hebdomadaire versée aux grévistes est de 320 DM (960 F). Autant dire que pour respecter le mot d'ordre de grève illimitée, l'I.G. Metall doit avoir les reins solides... et de la suite dans les idées ! C'est pourquoi le syndicat a délibérément choisi de mettre en grève le minimum de syndiqués tout en ayant la certitude d'une répercussion économique large.

Dans l'imprimerie également, une centaine d'entreprises sont touchées par les arrêts de travail qui perturbent gravement la parution des journaux. Les opérations « coups de poing » semblent porter leurs fruits et montrent la détermination des syndiqués de l'I.G. Druck und Papier.

Le syndicat des banques et des assurances revendique lui aussi la semaine de 35 heures a lancé une première grève d'avertissement mi-mai.

Le conflit social se durcit. Ayant rencontré récemment un représentant du DGB à Strasbourg? celui-ci m'a affirmé que les quinze autres fédérations qui composent avec l'I.G. Metall et l'I.G. Druck und Papier le D.G.B. ne tarderont pas à suivre les métallos et les imprimeurs. En tous cas, Outre-Rhin, on se prépare à mener un des combats sociaux les plus durs depuis la Seconde Guerre mondiale.

Et devinez qui se refait une virginité à l'ombre des problèmes industriels et sociaux ? Le S.P.D. bien évidemment ! Lors de leur congrès à Essen, le 17 mai, les socio-démocrates ont adopté une motion en faveur de la semaine de 35 heures. Le S.P.D. appelle ses militants à soutenir les syndicats tout en modérant cependant ses propos dans l'intervention d'Oskar Lafontaine, maire de Saarbrücken, qui déclarait : « la solidarité ne s'obtient pas sans payer un certain prix ».

De nouvelles rencontres doivent avoir lieu prochainement entre patronat et dirigeants syndicaux. Mais comment s'entendront-ils ? I.G. Metall propose des négociations région par région tandis que les maîtres de forge veulent étendre leurs propositions au niveau fédéral. Encore un dialogue de sourds ?

Martine (liaison Bas-Rhin)

A.F.P.

Manifestation de travailleurs allemands à Munich.

LE NÉOSTALINISME OLYMPIQUE

A l'heure qu'il est, on ne sait toujours pas où et dans quel état se trouve Andrei Sakharov, le père de la bombe H soviétique et prix Nobel de la Paix, rappelons-le au cas où la mémoire de certains seraient défaillante. L'enfant chéri du régime devenu un « renégat » en prenant systématiquement parti contre les violations des droits de l'homme en U.R.S.S., est devenu un symbôle international au point que Mitterrand en fait une des conditions de la normalisation des relations franco-russes. On aurait aimé qu'une aussi grande fermeté ait été manifestée il y a deux ans, lorsqu'on a appris que deux millions de prisonniers du goulag participaient à la construction du fameux gazoduc sibérien, destiné à approvisionner les fourneaux occidentaux. Les considérations marchandes ont toujours le dernier mot et ne nous faisons pas d'illusions sur les rodomontades des socialos.

A.F.P.

A. Sakharov en février 1980.

Signalons, en passant, la sortie clownesque du Marchais national : prétendant être bien informé — démontrant par la même occasion le fil à la patte qui le relie à Moscou — il a déclaré que Sakharov se trouvait en bonne santé dans un hôpital. Manque de pot pour Jojo, ces paroles rassurantes ont été aussitôt démenties par l'ambassadeur soviétique à Paris, Vorontsov, lequel a déclaré, en toute exclusivité, au secrétaire du P.S., Jospin, que l'académicien était sous surveillance médicale à son domicile, confirmant implicitement qu'il poursuivait sa grève de la faim. Espérons que Sakharov sorte en bon état de cette triste affaire car, par sa personnalité et ses prises de positions, il fait figure de « progressiste » parmi la majorité des dissidents intellectuels soviétiques, en général assez réactionnaires.

Quant au successeur d'Andropov, la « créature » du professeur Frankestein nommée Tchernienko, on a pu remarquer quelques vices de fabrication lors de ses apparitions publiques, des troubles moteurs du comportement subsistent : pertes de mémoires au cours des discours, quand ce n'est pas la perte de l'équilibre tout court, à tel point que deux « infirmiers » déguisés en gardes du corps sont obligés de l'assister sans arrêt. Les paris sont déjà ouverts sur la durée de son passage sur le trône moscovite. En revanche, on peut légitimement s'interroger sur la personnalité et les intentions des grands « partocrates » qui tirent les ficelles dans les coulisses du Kremlin. En effet, on assiste à un grand tour de vis depuis quelques mois ; ce n'est que restrictions, sanctions et répressions à l'intérieur ; fermeture des frontières et raréfaction des rapports avec l'extérieur. Une véritable glaciation néo-stalinienne qui s'installe dans tout le régime.

A un niveau anecdotique, soulignons la décision prise de boycotter les Jeux Olympiques de Los Angeles. Au-delà du « rendu pour un prêté » aux américains qui avaient osé boycotter les grandioses jeux précédents de Moscou, c'est probablement la peur panique de voir « choisir la liberté » par la majorité des sportifs soviétiques, une fois arrivés dans le royaume du dollar et de Coca-Cola, qui a dicté la conduite des dirigeants moscovites.

Décision héroïque quand on sait avec quel soin sont élevés dans les fermes d'Etat ces fameux « sportifs-aux-hormones » (espèce animale dévoreuse de médailles) et qui ronchonnent fortement contre cette non participation. Décision déplorée de la manière la plus comique par les marchands de vent américains : le président de Coca-Cola a même voulu aller à Canossa — à Moscou — implorer les dirigeants soviétiques de bien vouloir revenir sur leur décision ! Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de sa démarche, ce n'était pas pour le sport mais pour les centaines de millions de dollars qu'il a investi dans cette énorme opération publicitaire et qu'il craint de ne pas amortir ! Saloperie de dollar quand tu nous tiens !

A. Skirda

ESPAGNE INTERVIEW DU G.A.M.B.A.

— Solidaridad Obrera : Quand avez-vous créé le mouvement G.A.M.B.A. et dans quel but ?

— G.A.M.B.A. : Nous l'avons créé en 1978. Au début, il s'appelait G.A.N.V.A. (Groupe d'action non violente anti-O.T.A.N.). Notre objectif principal était de propager l'antimilitarisme et de créer un mouvement luttant pour l'abolition de l'armée.

— S.O. : Pour beaucoup de gens, votre création est associée uniquement à la lutte contre l'O.T.A.N.

— G.A.M.B.A. : Oui, au début, il s'agissait bien de cela, mais ce n'était qu'un prétexte. Il faut tenir compte qu'en 1978 on n'avait, dans ce pays, jamais entendu parler d'antimilitarisme ; c'était un mot nouveau. De plus, pour les militaires de cette époque et encore aujourd'hui c'était un sujet tabou. Il nous a donc paru prématuré de traiter du problème d'une manière générale. Nous nous sommes donc axés sur un aspect concret qui d'un côté nous a permis de travailler sans trop subir la répression et qui de l'autre était plus compréhensible pour tous. Il s'agissait donc d'introduire progressivement toute la problématique antimilitariste à travers celle de l'O.T.A.N.

— S.O. : Quels sont vos objectifs principaux, à court terme ?

— G.A.M.B.A. : Principalement mais pas seulement : premièrement empêcher l'entrée de l'Espagne dans l'O.T.A.N., deuxièmement démanteler les bases américaines et troisièmement ouvrir le débat sur le problème de la Défense. A partir de ces trois points, on peut se poser beaucoup de questions jusqu'à en arriver à celle de l'abolition de l'institution militaire dans sa globalité. De toutes façons, on peut dire que ces trois points ont été les thèmes principaux et les motivations du groupe jusqu'en 1981. Après, nous avons intégré d'autres aspects.

— S.O. : Quels sont ces aspects ?

— G.A.M.B.A. : Notamment une série d'interrogations comme celle de la Défense : contre qui nous défendons-nous ? Contre quoi ? L'antimilitarisme, etc. Après 1981, des comités anti-O.T.A.N. ont commencé à apparaître dans beaucoup de lieux, nous n'étions donc plus seuls, nous avons donc commencé à travailler sur d'autres points. Mais le groupe a toujours été antimilitariste et non seulement anti-O.T.A.N.

— S.O. : C'est lorsque vous avez travaillé sur l'antimilitarisme qu'est apparu le M.O.C. (Mouvement des objecteurs de conscience) ?

— G.A.M.B.A. : Non, pas du tout. Le M.O.C. est une organisation créée au niveau national (coordonnée à partir de 1977) qui s'occupe du problème de l'objection de conscience. Il s'est créé dans les années 70, et on peut le considérer comme le véritable pionnier de l'antimilitarisme. Il est passé du refus du service militaire à la critique de la guerre, de l'armée, etc.. Mais il ne se sont définis comme antimilitaristes qu'à partir de 1979. G.A.M.B.A. n'est pas né d'une scission du M.O.C. mais indépendamment, avec le regroupement de gens luttant au niveau du quartier sur d'autres thèmes, même s'il se pose le problème de l'objection de conscience, il est né séparément. De toute façon, hormis le fait de partager le même local, il y a une série d'affinités entre les deux groupes.

— S.O. : Le concept antimilitariste, à mon avis, va bien au-delà de l'armée ; entre autres il suppose un changement et une transformation de la société dans laquelle nous vivons. Comment se définit le groupe à ce sujet ?

— G.A.M.B.A. : Hormis le fait d'être antimilitaristes, nous avons toujours été anti-impérialistes, anti-autoritaires, mais en réalité nous ne nous sommes jamais donné d'étiquette idéologique. De toute façon, pour répondre à ta question, nous avons toujours considéré l'antimilitarisme d'un point de vue global, c'est-à-dire une lutte pour une société non seulement sans armées, mais aussi sans castes, sans classes et sans oppression et pour une société anticapitaliste, libertaire, etc. Tout cela est très clair, mais dans la pratique, nous traitons de l'antimilitarisme. Vois-tu, c'est comme si on prenait un groupe quelconque qui, à long terme, lutte pour la transformation de la société et qui, à court terme, travaillent avec des groupes qui luttent comme nous.

— S.O. : Dans ce sens, n'importe qui peut rentrer dans le groupe ?

— G.A.M.B.A. : Certaines personnes, des partis ont essayé de contrôler le groupe, mais ils se sont rendus compte d'eux-mêmes de leurs contradictions par rapport à nos idées et ils sont partis. Nous n'avons pas de statuts ni de clauses pour ceux qui veulent entrer dans le groupe. Par exemple, il y a ici des gens qui travaillent dans les athénées libertaires.

— S.O. : De quelles manières, faites vous passer vos idées ?

— G.A.M.B.A. : Un moyen important, c'est les fresques dans la rue et dans le métro. Sinon nous éditons également toutes sortes de brochures, revues, dossiers sur l'O.T.A.N., sur les bases américaines, etc.

— S.O. : Je crois que vous avez également fait du théâtre dans la rue ?

— G.A.M.B.A. : Nous l'avons fait à une certaine époque, mais depuis deux ans notre faible effectif nous a amenés à participer à des débats, colloques, conférences, radio, etc.

—S.O. : Les gens ne conçoivent pas un pays sans armée du fait de la possibilité toujours latente d'une attaque étrangère. Comment comprenez-vous l'idée de Défense ?

— G.A.M.B.A. : Les gens reposent sur des schémas totalement faux, puisqu'ils sont sûrs que l'armée défend le territoire espagnol des attaques extérieures. Et c'est tout le contraire, l'armée est là pour défendre uniquement ceux qui dirigent ; d'autre part, l'Espagne est un pays peu menacé. Pour les Etats-Unis, le problème est tout différent, car elle nous envahit tant sur le plan économique que militaire en implantant ses bases. C'est pour cela que dans notre lutte à court terme, nous essayons d'empêcher de rentrer dans l'O.T.A.N., de démanteler les bases américaines, de réduire la sphère militaire, d'empêcher l'exportation d'armement, etc. Ce sont des choses faisables sans changement de système, mais pour supprimer l'armée il faut un changement total de société, parce qu'en supprimant l'armée, on supprime l'idéologie de ceux qui commandent. Evidemment, il se pose la question : quelle défense serait alors mise en place dans cette future société si elle se trouve envahie ? Je pense que c'est un thème différent puisque dans une société sans Etat et sans oppression et dans laquelle on ne défend ni les structures ni les intérêts de quelques-uns, c'est la population elle-même qui décidera de quelle façon elle assurera sa « défense ». Nous sommes à long terme dans une autre alternative qui est la défense d'un peuple, et pour ce peuple, et il peut se protéger sans faire appel à une armée.

Il y a beaucoup d'exemples historiques pour croire qu'il est possible de développer une défense sans armées, basée sur la non-coopération et la désobéissance civile d'une part, et d'autre part sur les techniques de la guérilla. Ce qui n'est pas encore défini, c'est de savoir si ce sera une défense armée ou non-violente.

— S.O. : De par vos idées et votre lutte, êtes-vous non violents ?

— G.A.M.B.A. : Nous ne sommes pas non violents ; on a le plus souvent tendance à assimiler l'antimilitarisme à la non-violence et c'est faux ; nous ne nous sommes jamais définis comme non violents comme nous n'avons jamais refusé la possibilité d'utiliser un certain type de violence pour aboutir à nos idées.

— S.O. : Les concepts de « Paix et Désarmement », ne pensez-vous pas que ce sont des mots manipulés ? De quelle paix s'agit-il ?

— G.A.M.B.A. : De Reagan en passant par le pape, tout le monde parle de Paix. Il est sûr que ce mot est manipulé, mais il y a deux façons de voir la paix : d'un point de vue négatif, c'est l'absence de conflit déclaré et d'un point de vue positif, c'est l'absence de conflit structurel. Il ne s'agit pas de maintenir la paix, mais de la gagner. Actuellement, la paix n'existe pas et ne pourra exister que dans une autre société.

— S.O. : La Paix dont on parle à travers les médias, ce n'est pas la paix du désarmement ?

— G.A.M.B.A. : C'est la paix du statu quo, et c'est tout à fait différent de ce dont nous nous parlons. La vraie paix est celle où il n'existerait pas de violence institutionnelle de l'Etat et l'exploitation des travailleurs.

Les gens sont trompés dans l'idée de paix, car si on pose le problème par rapport au binôme guerre/paix, ce que l'on analyse c'est l'harmonie, l'ordre établi, la stabilité entre les différents Etats, mais on n'analyse pas la situation interne. Si la répression exercée sur un groupe social déterminé représente la paix, eh bien tous ces concepts de paix n'ont rien à voir avec G.A.M.B.A. Si on parle de désarmement, il faut se poser des questions : De qui ? De quelles armes ? Des armes nucléaires ? Des armes « traditionelles » ? De la police municipale ? etc.

— S.O. : Dans un autre ordre d'idée, que pensez-vous de la nouvelle loi sur l'objection de conscience ?

— G.A.M.B.A. : Pour tous ceux qui appartiennent au M.O.C., nous sommes contre. Si tu es contre le service militaire, tu dois être aussi contre le service civil, c'est la même institution. Si nous n'arrivons pas à travers une grande loi à obtenir l'abolition du service militaire, il ne s'agit pas d'améliorer ou de réformer une loi ; la lutte s'érige contre toute loi quelle qu'elle soit. L'objection de conscience ne présente pas la force nécessaire pour aboutir à l'abolition du service militaire qui est le premier pas pour l'abolition de l'armée. Elle doit se faire au travers de la lutte anti-militariste et anti-répressive. C'est dans ce sens que nous avons contacté la C.N.T., des groupes libertaires, écologistes, etc., afin d'entreprendre une campagne pour l'abolition du service militaire.

— S.O. : Le service militaire a un rôle idéologique. Les quatorze mois de séquestration est une étape pendant laquelle on essaye de t'inculquer les valeurs propres au système.

— G.A.M.B.A. : Bien sûr, et cela en plus de beaucoup d'autres choses. Il est bien évident que ce n'est pas la même chose d'y aller lorsqu'on a vingt ans que trente, car c'est un moment de ta vie où on essaye de casser ta personnalité et pendant lequel on te rabâche constamment les valeurs propres à l'armée, tel l'autoritarisme, le machinisme, le nationlisme, etc.

— S.O. : Dis-moi en quoi consiste votre action d'auto-réduction fiscale ?

— G.A.M.B.A. : C'est une critique globale du budget et en particulier contre celui accordé à la Défense. Les travailleurs payent 80% du budget, et cela ne leur revient pas. L'Etat consacre 20% des dépenses pour le budget militaire que nous refusons de payer. Il y a des gens qui ne font pas de déclarations de revenus, mais pour la plupart ce n'est pas le cas. Il nous fallait donc trouver des formes de protestations, symboliques évidemment, mais qui fassent pression.

— S.O. : Pour ceux parmi vous qui ont écrit : « A bas les murs des casernes », quelle est aujourd'hui leur situation ?

— G.A.M.B.A. : Pour l'instant, le jugement doit être rendu. Nous sommes accusés d' « injures graves aux armées ». Le 9 janvier dernier, la cour de Barcelone nous a informés que nous étions sous le coup de l'article 242 du code pénal qui prévoit des peines allant de six mois à six ans de prison. De toute façon, nous avons fait appel et pour l'instant nous attendons. La police a saisi tous les livres.

— S.O. : Nous pourrions bien évidemment parler encore de beaucoup de sujets, mais nous conclurons en vous demandant quel bilan vous faites de votre lutte depuis 1978 à aujourd'hui.

— G.A.M.B.A. : Le mouvement antimilitariste a essayé d'impulser une condamnation progressive du militarisme et des armées, ainsi que d'amener le débat pour une alternative de défense. Nous pensons que sur ce point le bilan est positif. Le mot antimilitarisme, inconnu en 1978, représente aujourd'hui un point commun pour beaucoup de personnes et de groupes. La critique radicale de l'armée est un des éléments fondamentaux à prendre en compte pour réfléchir sur l'alternative de société.

Extrait de « Solidaridad obrera », première quinzaine de mai 84)

FAISANT suite aux articles parus dans les n°531, 532 du *Monde libertaire*, ayant abordé la conception civile, militaire et gouvernementale de la protection civile, militaire, cacité plus que douteuse de celle-ci en cas de guerre nucléaire, et l'efficacité plus que douteuse de celle-ci en cas de guerre nucléaire, les lignes que l'on lira ci-dessous apportent des précisions sur les conceptions des défenses civiles étrangères et concluent cette série d'articles sur la protection civile.

LA DÉFENSE CIVILE A L'ÉTRANGER

La défense civile à l'étranger doit être examinée séparément selon qu'il s'agit de pays neutres ou presque (Autriche, Finlande, Suède, Suisse) ou de pays directement menacés : pays de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie. Rappelons en effet que la défense civile n'a de chance d'avoir une efficacité quelconque qu'assez loin des zones d'impact des armes nucléaires et du gros des retombées radioactives, ce en quoi le général Marchand n'avait pas tort en suggérant l'éloignement. Pour des raisons évidentes, les pays les plus urbanisés, à fortes concentrations de population, sont également les plus vulnérables aux attaques nucléaires (1) et les moins favorisés quant à une éventuelle protection civile. Enfin, la défense contre les armes nucléaires se révélant impossible pour la majorité de la population des pays engagés, il est partout politiquement maladroit d'annoncer la proportion des sacrifiés.

A l'Ouest, la protection civile dans les pays menacés est directement proportionnelle à leur niveau de démocratie, c'est-à-dire à l'influence de la population dans les affaires publiques. Aussi l'opposition aux armes nucléaires est-elle la plus importante là où les gouvernements — les plus démocratiques — ont dû informer honnêtement la population. La République fédérale d'Allemagne doit être considérée à part, chacun étant conscient de vivre dans le pays du « champ de bataille » obligé.

Ceci explique, entre autres, pourquoi l'opinion publique danoise et norvégienne a réussi à empêcher l'implantation d'armes nucléaires sur son sol et lance des initiatives pour une zone nordique dénucléarisée ; pourquoi, d'après le rapport cité de l'O.T.A.N. (février 1979), la défense civile est plus avancée au Danemark, en Norvège et en Hollande que dans d'autres pays de l'O.T.A.N. Cette information du public explique également les manifestations plus importantes contre les armes nucléaires en Angleterre, Hollande, Belgique, R.F.A. et même aux Etats-Unis.

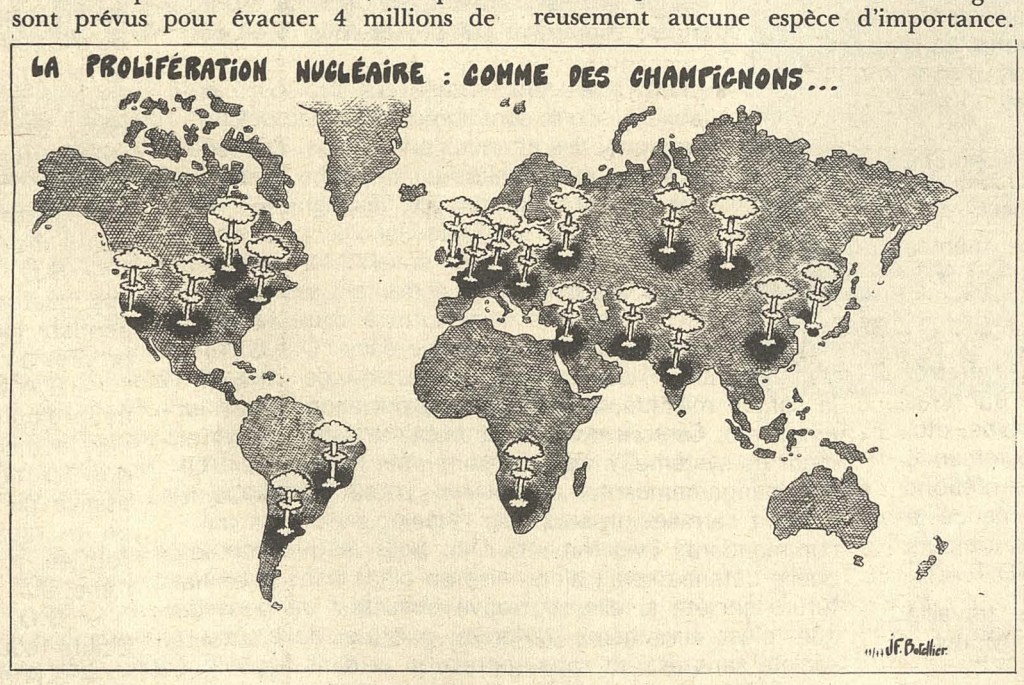
Les civils, dans la plupart des pays de l'Est, appliquent contre leurs dirigeants pro-soviétiques une défense que d'aucuns, ici, appellent « civile », mais nous n'en parlerons pas pour éviter une contamination subversive. Pour des raisons évidentes, Marcellin et Bonnefous s'étendent longuement sur l'« effort gigantesque » de défense civile en U.R.S.S., qui semble inspirer nettement nos dirigeants bien qu'ils s'en défendent : « *Le programme est hiérarchisé... la protection des dirigeants est jugée plus importante que celle des travailleurs qualifiés d'essentiels, eux-mêmes privilégiés par rapport au reste des Soviétiques... Appréciation : on peut estimer qu'elle (la défense civile en U.R.S.S.) traduit assez normalement les caractéristiques propres du système social (hiérarchie entre les citoyens, bureaucratisation, etc.). Mais, par l'effet totalitaire, ces caractéristiques, qui sont justement perçues négativement en Occident, renforcent la défense civile... Elle atteint par surcroît un but idéologique en donnant à la population le sentiment d'être menacée par l'Occident.* »

La même politique chez nous, « par l'effet libéral », devrait évidemment être perçue « positivement ». Deux articles (2) de F. Kaplan, spécialiste au Massachusetts Institute of Technologie (M.I.T.), ramènent les choses à leur juste valeur : « *Le programme (de protection civile en U.R.S.S.) existe essentiellement sur le papier... Même si la population pouvait être protégée de manière adéquate, les abris existants sont rarement pourvus d'eau et plus rarement encore de stocks de nourriture.* »

Pourquoi, diable, opposer des régimes qui cherchent tant à s'imiter ? Parce que la défense civile, comme prolongement de la défense militaire, est un excellent moyen de maintenir l'ordre intérieur, de créer une mentalité obsidionale rassemblant la population autour du chef, et d'affermir l'autorité de l'Etat, quel qu'il soit. C'est vrai à l'Est comme à l'Ouest ; le dernier avatar de cette politique en France étant Ch. Hernu, qui prétend à une armée populaire tout en refusant les comités de soldats.

La défense civile en cas de guerre nucléaire a un sens et une réalité dans les pays neutres, non directement exposés, à structure relativement démocratique. Ils sont menacés tout au plus de retombées radioactives lointaines — bien que non négligeables —, et... de l'« horreur de l'esclavage », mais ni plus ni moins que les autres pays.

La Suède a une population de 8,3 millions d'habitants. Les forces armées comptent 17 000 permanents et 47 000 conscrits pour une durée de 7 à 15 mois, total mobilisable : 800 000 hommes en 72 heures. La défense civile s'occupe exclusivement de la protection civile dont les organes administratifs sont coordonnés sur un pied d'égalité avec leurs équivalents militaires en toutes circonstances et à tous les échelons. Depuis 1945, toute construction nouvelle — habitation, industrie ou commerce — doit comporter un abri. Chaque année, 150 000 abris sont construits et plus de 70% de la population est pourvue. Au besoin, des plans sont prévus pour évacuer 4 millions de civils. La défense psychologique est simple : la censure n'existe pas, fut-ce en temps de guerre.



La Suisse compte 6,3 millions d'habitants, une armée de 3 500 permanents et 17 000 conscrits pendant 17 semaines, plus 32 semaines de rappel jusqu'à 50 ans, total mobilisable : 625 000 hommes en 48 heures. L'armée suisse est une armée de milices et non pas une armée de métier, en temps de paix, le grade le plus élevé est colonel. En 1963, par une initiative (vote) populaire, le peuple s'est réservé le droit d'équiper ou non l'armée en armes nucléaires. La défense civile est du ressort du département de Justice et Police, la population est déjà abritée à 90% pour 50 FS par an et par habitant. Du point de vue médical, 70 000 lits d'hôpitaux souterrains ont été aménagés et 120 000 autres sont prévus. Un manuel de 320 pages distribués dans chaque foyer explique : la paix, la guerre atomique, chimique et biologique et ses effets, la subversion, la résistance à l'occupant aussi bien que l'aménagement des abris. Si défense psychologique il y a, elle est dans l'« information des populations complète et franche » qu'admirent Marcellin et Bonnafous. Les Suisses nous disent fort justement : « *Vous avez les bombes, nous avons les abris.* » « *La France n'est pas la Suisse* », disait De Gaulle, hautain. Hélas.

Toutefois, avant de solliciter l'« adhésion des populations à sa politique de défense » avec quelques chances de succès et avant de donner en exemple la défense civile en Suède et en Suisse, le gouvernement français aurait intérêt à prendre des leçons de démocratie dans ces pays où les conditions socio-politiques sont suffisantes (et nécessaires) pour assurer l'attachement des citoyens à leur société et leur « volonté de défense ».

Conclusion

Ces exemples de défense civile montrent, entre autres, que l'accumulation obsessionnelle des mégatonnes n'est pas la seule forme de défense possible ni souhaitable, et que le refus des armes nucléaires n'entraîne pas *ipso facto* la soumission à l'une ou à l'autre des superpuissances.

Rien n'oblige les autres nations à participer au jeu stupide américano-soviétique. En 1957, lorsque les Russes proposèrent l'« option zéro » (pas d'armes nucléaires) en Europe, les Américains la refusèrent, arguant de la supériorité des Soviétiques en armes conventionnelles. Aujourd'hui Reagan propose l'option zéro et les dirigeants soviétiques la refusent, bien entendu, beaucoup plus pour relancer le jeu que pour un (dés)avantage quelconque. Certains Européens prennent ce jeu au sérieux, mais avec des SS 20 de 5 000 kilomètres de portée, le fait qu'ils soient basés en deçà ou au-delà de l'Oural n'a rigoureusement aucune espèce d'importance. Impossible de voir autre chose qu'une tragi-comédie absurde dans le « théâtre » européen, en dépit des prétentions à la logique du général R. Close (3), ancien membre du Conseil de défense de l'O.T.A.N., farouche opposant à la dénucléarisation de l'Europe, car dit-il : « *Les forces conventionnelles, domaine où les Soviétiques disposent d'une écrasante majorité, reprendraient alors toute leur importance.* » Soit, mais pourquoi souligne-t-il à la même page 275 que : « *Le problème serait tout différent si, par contre, les arsenaux nucléaires étaient totalement démantelés et détruits de part et d'autre.* »

Si supériorité conventionnelle il y a — ce qui reste à prouver (4) —, elle se conserve avec ou sans armes nucléaires.

En cette fin de XX^e^ siècle, le problème fondamental n'est plus de savoir si les avantages respectifs des sociétés capitalistes et communistes valent une guerre nucléaire. Depuis A. de Tocqueville, on sait que la vie en société suscite deux besoins fondamentaux indissociables : la justice sociale et la liberté politique. Les régimes communistes prétendent satisfaire le premier ; on sait malheureusement ce qu'il en est chez eux. Cependant, il faut le courage et la lucidité du dissident A. Zinoviev pour observer que : « *Les travailleurs de la société communiste, à de rares exceptions près, préfèrent leurs conditions de vie à celles qu'ils auraient en Occident. Bien sûr, ils rêvent de mieux manger, de mieux se vêtir, d'avoir des appartements et des voitures. Mais il est peu probable qu'ils soient prêts pour cela à payer le prix que paient les travailleurs occidentaux.* » (5).

Les pays dits « libéraux » se targuent d'accorder à tous la liberté politique mais les médias sont aux mains de monopoles publics ou privés et la liberté politique elle-même est combattue comme sécessionniste au nom de l'unité de l'Etat. Bravant l'ignominie, il est plus facile pour un président français de crier : « Vive le Québec libre » ou de soutenir les autonomistes d'Irlande du Nord que d'accorder l'autonomie éventuelle aux provinces et dépendances françaises par simple référendum comme les Suisses le firent en 1974 pour le canton du Jura.

Si les avantages de « nos » Etats — créations du XIX^e^ siècle — étaient si évidents pour tout le monde, le service militaire ne serait pas obligatoire ; et, s'il n'y a pas suffisamment de volontaires, la conscription est antidémocratique. Si le combat contre la dictature doit utiliser les moyens de la dictature, autant faire l'économie d'une guerre. Pourquoi un Etat prétendu démocratique devrait-il continuer d'exister si sa population ne souhaite pas le défendre ?

Faisant fi des propagandes nationalistes, les gens usent du seul pouvoir qui leur reste et travaillent chez Ford ou Toyota-France et achètent leurs produits si ces firmes offrent de meilleures conditions que les firmes bien de chez nous. Il en irait de même pour le choix des Etats, si tant est qu'ils soient nécessaires. Les avantages sociaux des travailleurs — la majorité, répétons-le — étaient plus développés dans l'Allemagne de Guillaume II que dans la France de Poincaré et, s'ils avaient été libres et informés, les travailleurs français n'auraient pas hésité comme aujourd'hui à changer de firme. L'Alsace-Lorraine perdit toute autonomie après 1918 et la Sarre en 1945 en tira la leçon, votant librement son rattachement à l'Allemagne. De Gaulle, désabusé, prédisait qu'après l'Algérie, l'Alsace-Lorraine voudrait elle aussi « foutre le camp » (6). Quel crime ? Mais comment obliger les hommes à être volontaires ?

Le cas des dictatures nazie et soviétique est aussi intéressant. Avant de brandir Hitler comme un épouvantail devant les foules amnésiques, il reste à faire l'histoire de son ascension au pouvoir avec l'aide financière et la bénédiction morale des petites et grandes bourgeoisies européennes des années 30, y compris les chefs militaires, plus attirés par un dictateur — fut-il fou — que par les « fronts populaires ». Quant à l'U.R.S.S., le général Close le reconnaît lui-même : « *C'est l'Occident qui, de façon directe et indirecte, lui (l'U.R.S.S.) a procuré les moyens de cette puissance* ».

Il est certes plus amusant de combattre un adversaire de force égale et l'on conçoit qu'il puisse être loyal d'aider les dictatures puisqu'à les vaincre sans périls on triompherait sans gloire. Malheureusement les guerres ne sont des jeux que pour une infime minorité et il serait malvenu d'obliger les autres à participer à leur propre massacre, notamment en « démocratie ».

Y. Le Hénaff

(1) D'infatiguables chercheurs scientifiques ont mis au point la bombe au cobalt radioactif — extrêmement contaminante — à l'intention particulière des civils qu'on nous dit opprimés des pays vastes ou à faible densité de population que sont la Chine et l'U.R.S.S.

(2) *Le mythe de la défense civile soviétique* (en anglais) dans le *Bulletin of the Atomic Scientists*, mars et avril 1978.

(3) *Encore un effort et nous aurons définitivement perdu la Troisième Guerre mondiale*, éd. Belfond, 1981.

(4) Il faudrait nous expliquer comment et pourquoi le « pouvoir fragile » d'un « pays sous-développé » suscite tant de craintes.

(5) *Le communisme comme réalité*, éd. Poche, 1981, p. 140.

(6) A. Peyrefitte, *Le mal français*, éd. Plon, 1976, p. 47.

A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

A nouveau disponible à la librairie, 145, rue Amelot, Paris 11e (métro : République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire), le dossier établi par le Centre international de recherches sur l'anarchisme : *Cinéma et anarchie* (prix : 25 F).

Vient de paraître, et disponible à la même adresse : *Nestor Makhno, la lutte contre l'Etat, et autres écrits*, éd. J.-P. Ducret, 50 F.

LA « COLO » DU GROUPE BAKOUNINE

EN juillet 1983, le groupe Michel-Bakounine (groupe libertaire fédéré à la Fédération anarchiste) a organisé une « colo » dans l'île d'Oléron (Charentes-Maritimes). Cette « colo », qui pendant un mois a réuni une quinzaine d'enfants et autant d'adultes, se voulait un moment de vie collective entre enfants et adultes et s'inscrivait dans la perspective de l'éducation libertaire.

Cette année, le groupe Michel-Bakounine et un certain nombre de groupes et d'individus de la région ont décidé de récidiver. En conséquence, au mois de juillet 1984, toujours dans l'île d'Oléron, aura donc lieu une nouvelle « colo ».

Cette année, cependant, parce que nous avons l'acquis de l'an dernier et que notre cohérence s'est renforcée et affinée depuis, nous avons décidé de sortir du cocon douillet du silence et d'informer l'ensemble du mouvement libertaire de l'existence de notre projet. Ceci, parce que nous pensons que notre « colo » (comme d'autres projets du même ordre) peut être l'affaire de tous et qu'elle peut servir de détonateur à la mise sur pied de projets similaires. Aussi parallèlement à l'envoi à l'ensemble de la presse libertaire de textes établissant un bilan des « colos » 1983 et 1984, nous avons décidé d'organiser dans le cadre de la « colo » de cette année deux week-ends de réflexion-débats qui seront ouverts à tous.

Lors de ces week-ends, nous aurons l'occasion de nous rencontrer, de nous connaître, de discuter et de réfléchir sur ce que nous avons fait, sur ce que vous faites et compter faire, et peut-être sur ce que nous pourrons faire ensemble au niveau de l'éducation libertaire. Lors de ces week-ends, parce que la place nous est comptée et pour ne pas trop déranger le fonctionnement de la « colo », nous n'assurerons ni l'hébergement ni la nourriture aux participants. Nous ne prendrons en charge que l'organisation des débats. Aussi, il serait souhaitables que vous soyez autonomes au niveau hébergement et bouffe (ce n'est pas un gros problème car l'île d'Oléron fourmille de campings...).

Le premier week-end (7 et 8 juillet 1984) sera centré sur l'éducation libertaire. Samedi 7 juillet, de 15 h à 18 h 30 : les libertaires et l'éducation dans le cadre des institutions existantes (Education nationale, secteur para-scolaire, éducatif...) ; dimanche 8 juillet, de 9 h à 12 h : les libertaires et l'éducation hors des institutions (crèches sauvages, écoles parallèles, l'enfant et la famille...).

Le second week-end (21 et 22 juillet) sera centré sur les rapports entre la révolution sociale et la révolution au présent et au quotidien, samedi 21 juillet, de 15 h à 18 h 30 : éducation, luttes de libération sexuelle, écologie... et révolution sociale ; dimanche 22 juillet, de 9 h à 12 h : alternatives et révolution.

Si vous désirez participer à ces week-ends de réflexion et de débats, l'adresse de la « colo » est la suivante : A.D.I.L., villa les « 4 J. », 35, chemin de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron, tél. (46) 76. 73. 10. Pour toute correspondance concernant la « colo », écrire : groupe Michel-Bakounine, A.D.I.L., B.P. 284, 17312 Rochefort cédex.

Gr. Michel-Bakounine

LAVILLIERS SUR LE VAISSEAU « OLYMPIA »

EN allant assister et participer pour la enième fois à un concert de notre ami Bernard Lavilliers, on acquiert tout de suite l'indéfectible certitude que l'on va vivre quelque chose d'extraordinaire sur les chemins et lieux de pérégrinations de l'artiste.

Personne ne semble douter dans le vaisseau — Olympia, bien entendu — archi-comble qu'il pourrait en être autrement. Les effluves de circonstance se promènent partout : eucalyptus, monoï, poppers, cigare de nabab, goldue rêche, foin de pacotille, sueurs indélébiles d'aisselles et de crinières. Le brouhaha des voix fixe l'humeur du moment. Baisers à la sauvette, retrouvailles, excitations, ajoutent à partager l'impossible ponctualité de la sirène de départ du concert.

Clin d'œil à Jouvet ; et c'est par « Entrée des artistes », perle de choix dans l'archipel inexploré de nouvelles chansons auxquelles nous convie le marin patenté du bord, que l'ancre sera levée. En ouvrant les quinquets, on est subitement imprégné de l'atmosphère de rue qui se dégage du décor, savamment illustré par des éclairages tour à tour éclatés, obscurcis, rougefusion, pénombre de quartier, aquarium irisé, émeraude océan ou algue marine, selon l'endroit de destination. Tout le monde est, pour l'aventure, impeccablement à son poste. Au nombre de dix, musiciens triés sur le volet, l'équipage ingénieux affiche une forme resplendissante, à l'instar du Stéphanois qui se permet plusieurs fois dans l'odyssée de nous montrer ses ressources physiques, en sautant et touchant à cinquante centimètres du sol les pieds avec ses mains. Naturellement, même pour ce faire, l'assistance lui fait des ovations latines. L'une des grandes qualité du Monsieur pour qui on en perd pas une goutte — quitte à les distiller ensuite au rythme de la chaleur tropicale —, réside dans la recherche acoustique dont la qualité irréprochable ferait se pâmer un sourd-muet.

L'éclectisme musical, enrichi par le talent du personnage, nous transporte avec une joie non feinte en des cités et ports que nous connaissons bien : San Salvador da Bahia, Rio, Fortalerza, Bélem, Kingston, New York, avec de nouvelles haltes comme Paris-chinatown et ses alentours, histoire de clouer ironiquement le bec des petits grincheux qui lui reprochaient de trop souvent swinguer et poétiser hors des limites de l'hexagone. Quelle que soit la couleur annoncée au gré des premières notes ou du tempo initial, le public répond au quart de tour par ses silences attentionnés ou s'enflamme en clamant par cœur le refrain des grands classiques que sont devenus : *Trafic, La Capoeira, Betty, L'Amour et la mort, New York juillet, La Salsa* ou *Idées noires*. Le chanteur est particulièrement bien inspiré de « conseiller », toujours avec la même force de conviction, le fameux : « N'appartiens jamais à personne ! » C'est l'osmose complète. Et vraiment ça fait plaisir à chanter ces mots si importants. Puisse notre quotidien ne jamais s'en départir. En tous cas, les libertaires y veilleront jusqu'à plus soif.

Un joyau récent, cher à Lavilliers, est précisément mis en exergue. C'est *Saignée*. Une chanson où sexe et amour ne font qu'un. C'est tout et c'est joliment dit. Les voyageurs de l'arche, tous avides de « trip-es-speciality » éjaculent à tue-tête Saignée avec le meneur maison qui ne manque pas de mettre au rencard le petit docteur Freud.

Parmi toutes ces qualités musicales et physiques essentielles, on n'oubliera évidemment pas que Bernard Lavilliers est aussi — j'allais dire avant tout — un homme de bien belle écriture. C'est concis, imaginatif, provoquant, évocateur, ironique, tendre ou violent par implacable goût viscéral, en tout cas toujours vivant, comme un de ses albums intitulé ainsi, stigmatisant ce mot fourre-tout avec son habile magnétisme.

Vous aurez tous compris, vous qui aimez faire la fête placée sous le signe de l'amour et de l'auguste musique, que point n'est besoin de vous exhorter un peu plus pour vous dire que monsieur Bernard Lavilliers est tout prêt à vous embarquer et ce jusqu'au 10 juin sur le vaisseau Olympia.

J.-O. Neau

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 31 mai :
« Attention fragile » (10 h) : l'impérialisme et le tiers monde.
« La vie d'artiste » (15 h) : Christian Stalla, Casthélémis et *Paroles et musiques*.
« Si vis pacem » (18 h) : la guerre Iran-Irak.
« L'Invité quotidien » (20 h) : l'U.P.F. à propos du désarmement unilatéral.
« Jazz en liberté » (21 h) : retransmission en direct du Dunois.

• Vendredi 1er juin :
« La bourse et la vie » (10 h) : *Bankalement-votre*.
« Anar-chroniques » (13 h) : petites annonces au 262.90.51.
« De bouche à orteils » (16 h) : spécial musique irlandaise.
« L'Invité quotidien » (20 h) : Jacques Toutain de la L.D.H. nous parlera du Zaïre.

• Samedi 2 juin :
« Emission spéciale » (9 h) : les multinationales, l'impérialisme, l'action des travailleurs.
« Le Père Peinard » (11 h) : avec Maurice Joyeux et Paul Chenard.
« Chroniques syndicales » (12 h) : l'actualité sociale de la semaine.
« Am'sud » (14 h) : l'impérialisme au jour le jour en Amérique latine, par le groupe chilien libertaire Nicola-Arratia.

• Dimanche 3 juin :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : emission anticléricale.
« Mille et une pensées libertaires » (14 h) : le monde arabe avec des libertaires maghrébins.
« Grand-Angle » (17 h) : l'actualité photo, ciné et vidéo.

• Lundi 4 juin :
« De la lyre aux délires » (10 h) : de la poésie...
« Pêle-Mêle » (17 h) : chronique d'humeur de Serge Livrozet.
« Radio-Libertaria » (20 h) : l'impérialisme espagnol à l'époque de la Renaissance.

• Mardi 5 juin :
« La mémoire sociale » (10 h) : celle du mouvement ouvrier et des anarchistes.
« L'Individualisme » (16 h 30) : deuxième émission de la série sur l'individualisme.
« Emission spéciale » (20 h) : Quelles sont les différences entre l'impérialisme américain et celui de l'U.R.S.S. ? Dossier sur l'Ukraine, en supplément.
« Contre-Champs » (22 h) : l'actualité cinématographique.

• Mercredi 6 juin :
« La bal des affreux » (10 h 30) : Chantal Grim.
« By Jove » (12 h) : l'actualité de la Bédé, et de la science-fiction (de nombreux fanzimes).
« Tam-Tam » (18 h) : émission spéciale sur la Seconde Guerre mondiale, le débarquement... et l'antimilitarisme.
« Emission spéciale » (20 h) : l'impérialisme, les structures de domination économiques.
« Epsilonia » (22 h) : montage sonore à propos de l'impérialisme.

Attention

Du 2 au 8 juin. Radio-Libertaire se penchera sur le ou les impérialismes, à tous les niveaux : politique, économique, militaire, culturel... de tous les côtés : à l'Est, à l'Ouest, les petits (la France) et les gros ! Impérialisme, sous toutes ses formes, vis-à-vis : des Indiens, des Tchadiens..., par rapport aux ventes d'armes, à l'histoire, à la culture.

Bref, une semaine anti-impérialisme sur Radio-Libertaire.

B. Lavilliers au gala de Radio-Libertaire.

CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA MÉTALLURGIE C.F.D.T.

LA PAILLE DANS L'ACIER

LE 21 mai, s'ouvrait au Creusot le XXXIXe congrès de la Fédération générale des métaux (F.G.M.) C.F.D.T., qui allait se transformer en court de route en F.G.M.M.-C.F.D.T., les syndicats de mineurs étant rattachés à la métallurgie — on cache son hémorragie d'adhérents et de moyens comme on peut !

Après l'habituel discours de bienvenue, où la C.F.D.T. refait l'histoire, réformisme oblige, en confondant la naissance du syndicalisme et la date de la mise en place des lois sur le syndicalisme, le très stalinien — dans la démarche — Jean-Louis Foucaud, secrétaire-adjoint de la F.G.M., présente le rapport d'activité. On y apprend qu'il ne faut plus parler d'internationalisme des travailleurs, mais internationalisme d'entreprises ; que, joyeux euphémisme, « la gauche avait une mauvaise appréciation des réalités économiques, elle a donc perdu du temps » ; que la lutte contre les inégalités passe par le partage des revenus (des travailleurs, bien sûr !) même si cela attaque les acquis de certains « privilégiés »... Un brillant exposé où l'encouragement du « choix » de Jacques Chérèque se fait proprement huer.

Puis, à la tribune, se succèdent les représentants des syndicats. C'est un triste bilan qu'ils dressent, un tour de France du chômage, de la désillusion, de la désyndicalisation. L'assemblée est morose.

Les attaques se précisent avec l'intervention des différents syndicats de l'Union parisienne des syndicats de la métallurgie (U.P.S.M.). C'est un feu continu contre la politique du bureau fédéral. L'expérience des luttes dans l'automobile, le boycottage des syndicats concernés lors des négociations entre l'U.I.N.M. (patronat de la métallurgie) et la F.G.M., les relations de plus en plus tendues entre le bureau fédéral et l'U.P.S.M., qui ont conduit au blocage de la candidature de Claude Sardais (ex-secrétaire général de l'U.P.S.M.) au bureau fédéral par ce même bureau, les font se prononcer contre le rapport d'activité. Aucune surprise au niveau de la salle, l'U.P.S.M. étant depuis longtemps considéré comme oppositionnelle, une certaine sympathie, même, vis-à-vis des arguments et des propositions développés.

Le clou du congrès

Mais le véritable clou du congrès, d'ailleurs attendu par tous, résidait dans l'apparition de la métallurgie et sidérurgie lorraine. Daniel Pegoraro, Sidérurgie lorraine et syndicat des Métaux de Meurthe-et-Moselle ; Roland Martin, Sidérurgie lorraine ; Hans Gervais, Sidérurgie et métaux Nord-Lorraine ; montent à la tribune. Ils tiennent des discours froids, désabusés, n'espérant à aucun moment attirer la faveur des congressistes. Ils ne font pas de l'opposition structurée, c'est un cri de désespoir qu'ils lancent.

Ils ont été strictement mandaté par l'ensemble de leurs sections d'entreprises pour dire se qu'ils expriment dans un tract, intitulé : « La démocratie en danger », qui est distribué aux 400 congressistes.

Leur désaccord avec le bureau fédéral s'exprime ainsi : « (...) Non seuleument sur des aspects de forme, mais surtout sur des aspects de fond et essentiellement sur le traitement des problèmes concernant les travailleurs.

« Nous souhaitons que notre cri d'alarme soit entendu par tous, en dehors de tout particularisme, d'esprit de boutique ou de rivalité entre les hommes.

« L'appréciation de la situation que nous avons vécue ces dernières années a souvent été différente entre les travailleurs que nous soutenions, avec les militantes et militants de S.S.E. (1) et la F.G.M.

« Et nous soulignons que si les désaccords étaient réels, le secrétariat de la F.G.M. n'a pas pris pour devoir de les mettre sur la table et les faire trancher démocratiquement par l'organisation syndicale et ses structures habituelles, conformément aux décisions des congrés précédents.

« C'est bien le refus d'une équipe — le secrétariat — qui ne porte pas la même analyse que les travailleurs sur le terrain, et par-delà, toute une région : la Lorraine, que le secrétariat a ignorée (...) »

Un réquisitoire qui provoque de nombreux remous à la tribune où siège le bureau fédéral. Mais les Lorrains non plus rien à perdre, et donc ne machent pas leurs mots : « (...) Dans notre organisation, la C.F.D.T., qui connaît des difficultés, après les élections à la Sécurité sociale, notre baisse constante en adhérents, nous pensons que certains camarades jouent leur avenir plutôt que celui de l'organisation et de l'intérêt des travailleurs (...). »

A.F.P.

Manifestation de mineurs à Paris, le 2 mars 84.

Fait, que nous dénonçons depuis près d'un siècle, nous, anarchistes ; mais pour Georges Granger, secrétaire général de la F.G.M., le coup fait mal. Il en mordille sa moustache à la Chérèque, en roulant des yeux égarés sur l'assemblée.

« (...) Ce n'est plus la démocratie, ni le respect des militants, nous pensons que cela s'appelle : " magouille ". C'est l'utilisation de tous les moyens pour imposer une politique rejetée par la quasi-totalité des sections syndicales d'entreprises de la Sidérurgie. »

Puis, après avoir annoncé qu'ils voteront contre le quitus sur le rapport d'activité, les Lorrains commettent l'erreur : « (...) Les représentants des syndicats Métallurgie et Sidérurgie Nord-Lorraine et Métaux Meurthe-et-Moselle quitteront le congrés après la déclaration des résultats du vote sur le quitus, pour appuyer leur désaccord. »

Il faut dire que les syndiqués menaçaient de désavouer leurs délégués, et de déchirer leurs cartes si ceux-ci ne plaquaient pas le congrés. « Un geste épidermique, plus passionnel que réfléchi, mais un geste lourd de conséquence » dira *Le Matin*. Oui, un geste lourd de conséquence, car là, les 400 congressistes ne comprennent plus ! On ne quitte pas une assemblée alors que pendant des mois, on a été le symbole de sa lutte. Les cédétistes confondent cette action avec une scission.

Le triomphe des pragmatiques ?

Un triste pantin gaulois disait : « Malheur aux vaincus ! ». C'est la ruée des chacals à la tribune ! Le plus acharné de tous sera l'ignoble Jacques Deroo, responsable déjà de l'exclusion de 800 adhérents à Usinor-Dunkerque. Ce triste sbire se complet dans l'attaque personnelle, la calomnie et le mensonge.

Georges Granger triomphe ! Oh, il sera grand seigneur dans la victoire. Son discours de réponse aux interventions sur le rapport d'activité séparera le bon grain des germes malfaisants : douze minutes de remerciements à ceux qui « pensent bien », quelques coups dédaigneux à ces contestataires de l'U.P.S.M., et, enfin, un appel larmoyant à la Lorraine, paternaliste et mielleux. Bien sûr, qu'il les comprend, ce sont ses camarades, ses enfants !

Il y rajoutera un passage « à vomir » sur le patronat pragmatique. « Il n'y a pas dans ce pays un patronat, mais des patronats, qui ont certes des points communs, mais aussi bien des différences. Sinon, pourquoi mettrions-nous en avant les comportements de certains patrons de petites et moyennes entreprises, jugés fascistes. Craignons que notre démarche ne conduise ce patronat pragmatique à l'isolement. » Rien à rajouter !

Les jours suivants ne feront qu'enfoncer le clou. L'U.P.S.M. sera complétement isolée, à part l'intervention puante des quelques troskistes de service. Il s'agira d'un véritable plébiscite de toutes les propositions des politiciens du bureau fédéral. Certains militants, croyant encore aux « grands idéaux de la C.F.D.T. de 68 », parleront de « glissements de l'idéologie », mais quelques arguments anticommunistes écraseront leurs dernières objections. Les murmures disparaîtront sous les applaudissements télécommandés.

Laissons-les, les uns à leurs désillusions, les autres à leurs pourritures, nous, anarchistes, savions que, même si il faut y être présents, les congrés ne changent pas la face du monde. C'est dans nos luttes sur le terrain, dans les entreprises, au quotidien, que nous construirons le socialisme autogestionnaire... et qui ne sera sûrement pas celui de la C.F.D.T.

Gr. Fresnes-Antony

(1) Section syndicale d'entreprise.

DU RECENTRAGE AU CENTRALISME

LES statuts que se donnent une organisation, en disent long sur ses objectifs réels, au-delà des discours et des rapports. Bien sûr, ils ne passionnent pas les adhérents, qui les découvrent souvent trop tard, lors d'un problème grave (risque d'exclusion par exemple). Ainsi, qui aurait le mauvais goût de rapprocher les proclamations sur le socialisme autogestionnaire et la réalité du fonctionnement interne de la C.F.D.T. ? Quelques « basistes », quelques libertaires... de mauvais esprits, quoi !

Citons deux aspects concernant les statuts votés au congrés. Un article est consacré à l'exclusion de syndicats... il est long ! Entre autres, la Fédération pourra exclure « tout syndicat dont l'action serait une cause de préjudice moral pour la Fédération ». Il s'agit là d'une notion vague, qui peut être élastique... très élastique ; les sidérurgistes lorrains ont-ils causé un préjudice moral en quittant publiquement le congrés ?

Rappelons que, jusqu'à présent, la C.F.D.T. s'était « contentée » d'exclure des sections (Usinor-Dunkerque, P.T.T.-Lyon, B.N.P., Air-Inter, Caisse des dépots, etc.). Il s'agit sans doute de passer au niveau supérieur et de se laisser les possibilités d'éliminer les 15% à 20% de gêneurs qui osent encore contester le réformisme et la collaboration de classes.

L'organe politique de la Fédération est le bureau fédéral, composé de 30 membres (16 proposés par les syndicats, 10 par le secrétariat national sortant, 4 par les unions fédérales). Le seul choix pour les congressistes est en fait de rayer quelques noms dans le collège des syndicats, qui est le seul où il y ait plus de candidats que de postes !

Autre élément essentiel, les « heureux élus » agiront entre deux congrés sans aucun contrôle. Aucun rapport avec le fédéralisme qui implique que les décisions soient prises par des représentants mandatés et qui rendent régulièrement compte de leur mandat.

Parmi d'autres, ces deux points montre bien que la spirale du centralisme continue à se dérouler. Mais, à trop visser les écrous, l'appareil C.F.D.T. ne risque-t-il pas de ne laisser, comme seule expression possible des désaccords, que la rupture totale ? Le départ des sidérurgistes lorrains du congrés est-il un premier indice ?

Serge